

By

EW'AG

JANVIER 2024 N° 9

DOSSIER

Transition écologique :
quelle stratégie locale ?

SALON

St-Martin au salon
de l'agriculture à Paris

FORMATION

Ouverture du 1^{er}
restaurant pédagogique



Ida Zin-Ka-leu,
Présidente du Conseil
économique social et
culturel

**UN NOUVEAU
SOUFFLE
POUR LA 4^E
INSTITUTION
DU TERRITOIRE**

INTERVIEW

Le Club de la
Conjoncture,
« un outil pour
prendre le pouls
du territoire »



L'abonnement Vin

L'idée cadeau qui change !

une invitation à dîner ?
un départ à la retraite ?
un anniversaire ?
la fête des pères ?
la fête des mères ?
un cadeau commun ?



Exclusif à Saint-Martin !

Choisissez votre formule :
100% vin ou gourmande

Choisissez la durée :
3 mois ou plus ?

Dégustez à l'aveugle !
Puis découvrez les
fiches dégustation.

100% SANS ENGAGEMENT



Top départ

C'est l'heure de se jeter à l'eau. L'heure de poser les mots sur ce à quoi pourra ressembler 2024. Dans une sorte de déclaration de politique générale de soi, chacun d'entre nous est invité, de manière tacite, à s'autoriser de nouveaux objectifs. Les mêmes que l'année dernière en général mais en mieux, croix de bois, croix de fer.

Que l'on procède de manière intuitive ou suite à un bilan documenté des dernières années, l'important réside sans doute dans l'attitude et la projection qu'on amorce. C'est l'utilité des rituels, permettre certaines prises de conscience, à l'échelle de son foyer, de son équipe, de son travail et entreprendre de nouveaux scénarios.

Rompant avec l'exercice des meilleurs vœux adressés en vrac, la santé, le bonheur ou autre, une cheffe d'entreprise qui édite une newsletter mensuelle choisit de définir et formuler son objectif pour 2024 : « augmenter mon chiffre d'affaires de 20 % en allant plus loin dans ma mission au service de l'émancipation des femmes ». Clair et précis.

Et si c'était ça le rituel de la nouvelle année, jouer carte sur table et donner ainsi l'occasion à ceux qui nous entourent de mieux savoir ce qu'ils nous souhaitent. Nommer les choses, porter notre regard sur les dynamiques existantes, décrire ce que l'œil ne réussit pas à voir dans son ensemble, tel est le projet éditorial d'Ewag à St-Martin. Ou comment raconter chaque mois les hommes et les femmes des territoires, peut permettre de faire émerger le meilleur scénario.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
St-Martin

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Ann Bouard
Agathe Mathieu - Axelle Dorville
Colette Coursaget - Floriane Jean-Gilles
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Lou Denim - Raphaël Novella
Jean-Albert Coopmann - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)
Orane Phedon

RÉGIES
Martinique
Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Joséphine Notte (0749 25 61 21)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL
JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI
Sariatha Boulard
Clarisse Montlouis-Félicité (stage)

Rédaction web
Axelle Dorville

Communication digitale
Clarisse Darsoulant
Manuel Venel

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 56)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14



**Affiches - Flyers - Menus - Papeterie - Cartes commerciales
Faire-part - Dossiers - Plaquettes - Tickets - Dépliants - Chemises
Brochures - Magazines - Carnets - Liasses**



• Cartes de visite

• Flyers
• Posters
• Menus

• Brochures
• Magazines

• Réactivité
• Compétences
• Suivi

• Tickets

CONTACTEZ-NOUS pour vos devis et/ou maquettes



À LA UNE

- 8/** Conseil économique social et culturel.
Un nouveau souffle pour la 4e institution du territoire

TERRITOIRES

- 12/** Le renouvellement France Travail
14/ Image du mois
16/ Brèves
20/ Bahia Yacine. **Touche-à-tout, elle veut « voir plus grand pour le territoire »**
22/ Salon de l'agriculture.
Les producteurs st-martinois à Paris
24/ Open international d'aqua walking.
Pleins feux sur le longe côte

- 26/** Quel programme pour étudier à l'international ?

ENTREPRISES

- 28/** Carrière d'Ultramarin « Yes, teacher ! »
30/ GRETA-CFA. **Une vision de l'avenir**
32/ La BRED. **Changement et nouvelles énergies**
34/ BRED Banque Privée. **De l'importance d'une relation client privilégiée**
36/ Un restaurant pédagogique hors-norme
38/ Emploi, salaires, droits: ce qui nous attend en 2024
39/ Profession: chef d'entreprise. « Sauter dans l'inconnu sans corde de rappel »



EXPERTISE

- 40/ Mécénat de compétences, donner du sens à son métier
- 42/ Tri des biodéchets à la source : ce qui change pour les particuliers et les entreprises
- 44/ La « graine » semée par Plastic Odyssey prend racine
- 46/ Boîte à outils

DOSSIER

// Transition écologique : quelle stratégie locale ?

48/ Dossier de la rédaction

58/ CCISM. Un outil essentiel pour la transition écologique

PAUSE CAFÉ

60/ Coup de cœur

62/ Sélection Culture

64/ EWAG Buzz. Le récap 2023 des vidéos les plus vues et partagées

Sommaire

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA 4^E INSTITUTION DU TERRITOIRE

Le **Conseil économique social et culturel** est une instance consultative qui compte dans les orientations politiques du territoire. Ses membres se mobilisent pour faire vivre une démocratie participative et leurs avis éclairés pèsent dans les prises de décisions. Avec l'arrivée à sa tête de Ida Zin-Ka-Ieu, c'est un vent de renouveau qui souffle sur l'institution.

Texte Ann Bouard - Photo Lou Denim

Le CESC, l'une des quatre institutions établies par la loi organique de 2007, joue un rôle primordial en émettant des avis dans certains domaines : économique, budgétaire, social, culturel, environnemental. Sa mission est de conseiller et d'accompagner la Collectivité, en toute impartialité, en enrichissant le débat et en apportant des recommandations stratégiques sur les orientations budgétaires, les grands schémas et projets territoriaux, l'aménagement du territoire et plus largement toute décision pouvant impacter la vie de la population. En 2023, le CESC a été saisi 21 fois par le Président de la Collectivité et pour la première fois depuis 2016, par le Préfet de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

PRÉPARER LE TERRITOIRE AUX CHANGEMENTS

Le représentant de l'État peut en effet solliciter l'avis du CESC sur des sujets de sociétés. La démarche est rare, mais en octobre 2023, le Préfet Vincent Berton a décidé de l'interroger sur un dossier prégnant : les impacts du changement climatique sur le territoire. Pour les services de la Préfecture, les orientations présentées serviront de base à la prise de conscience nécessaire pour faire face à ces enjeux à Saint-Martin.

En effet, les enjeux d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'hier. Le changement climatique doit être intégré et anticipé. Les rapports du GIEC, quoiqu'en disent les climat sceptiques, sont sans appel. Si l'on ne ralentit pas la tendance, les

effets dévastateurs seront de plus en plus nombreux et les Antilles font partie des îles les plus menacées. Cyclones plus fréquents et plus violents, érosion côtière, épisodes de submersion, sargasses... sont devenus une réalité et vont s'amplifier. Des éléments dont il faut tenir compte car ils font désormais partie de la réalité. Pour Ida Zin-Ka-Ieu, il y a urgence à prendre les mesures nécessaires et chacun, à son échelle, doit y contribuer.

Pour la Présidente du CESC, il faut aussi réfléchir à des sujets délicats comme la constitution de réserves pour faire face à une pénurie éventuelle, la protection des nappes phréatiques, le recensement des puits, l'organisation des transports, la fiscalité...

« Les enjeux d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'hier. Le changement climatique doit être intégré et anticipé. »



23 MEMBRES ISSUS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Toute la force du CESC réside dans la constitution même de son équipe. 23 membres, issus de la société civile, étudient chaque dossier avec un œil avisé et l'expertise de leur domaine. Ils représentent la société saint-martinoise : syndicats, groupements professionnels, associations. La liste des organismes et des activités de la collectivité représentés au sein du CESC est établie par le Ministre en charge de l'outre-mer. Sur proposition des organismes auxquels ils appartiennent, ils sont nommés par le Préfet pour cinq ans.



cesc
Conseil Economique Social
et Culturel de Saint-Martin



Ida ZIN-KA-IEU
Présidente

Fédération des
Très Petites Entreprises
(FTPE)

BUREAU DU CESC



ALIOTTI Pierre
1^{er} Vice-Président
Protection
de l'Environnement
(Réserve Naturelle)



FLEMING Evelyne
2^e Vice-Présidente
CAF de la Guadeloupe
et Saint-Martin / Caisse
d'Allocations Familiales
(CAF)



VOGEL Michel
3^e Vice-Président
Fédération
Interprofessionnelle
de la Collectivité de
Saint-Martin (FIPCOM)



ARNELL Claude
4^e Vice-Président
Association pour la
Défense et Intérêts
des Commerçants et
Artisans Saint-Martinois
(ADICASM)



LEGRIS Véronique
Secrétaire
Club du Tourisme



HYMAN Ruddy
Questeur
Organisations Syndicales
CGTG (Confédération
Générale du Travail
de la Guadeloupe)

MEMBRES DU CESC



ALEXANDER Kester
Membre
Organisations Syndicales
UGTG (Union Générale
des Travailleurs de
Guadeloupe)



BROOKS Vernicia
Membre
Protection Patrimoine



BRYAN Alleyne
Membre
Organisations Syndicales
UGTG (Union Générale
des Travailleurs de
Guadeloupe)



COCKS Dorvan
Membre
Chambre Consulaire
interprofessionnelle
de Saint-Martin (CCISM)



DORMOY Angèle
Membre
Chambre Consulaire
interprofessionnelle
de Saint-Martin (CCISM)



FLEMING Franck
Membre
Bâtiments et Travaux Publics
(BTP)



FRANCE Gérard
Membre
Transport - Taxis



GUMBS Idrysa
Membre
Jeunesse - Culture



GUMBS Julien
Membre
Association pour le
développement de l'élevage
et la promotion de produits
agricoles locaux (ADEPPAL)



JABOULEY-DELAHAYE Sandrine
Membre
Avocate
Personne Qualifiée



JAVOIS Nicole
Membre
Organisations Syndicales
UGTG (Union Générale
des Travailleurs de
Guadeloupe)



LECAM Yann
Membre
Commerce - Restauration



RAQUIL Roger
Membre
Social - Caritatif



RICHARDSON Jean-Philippe
Membre
Office du Tourisme



THIBAUT Marc
Membre
Profession Libérale



WOJCIC Béatrice
Membre
Association des métiers
de la mer (METIMER)

21 Rue de Hollande Marigot
97150 SAINT-MARTIN
Tél. : 05 90 77 30 93

 **Conseil économique, social
et culturel de Saint-Martin**

FORCE DE PROPOSITION

« Nous demeurons attentifs aux changements qui s'opèrent dans le monde, ainsi qu'à leurs façons d'agir sur nous. Ceci afin de mieux les anticiper pour pouvoir les enseigner et être force de propositions, puisque nous avons les ressources et le génie à Saint-Martin », précise-t-elle.

Cette saisine, sur le changement climatique conséquence des émissions de gaz à effet de serre et sa traduction sur la vie sociale, l'activité économique, l'écosystème et les ressources de Saint-Martin a fait l'objet d'un rapport intitulé « Anticipation des effets du changement climatique à Saint-Martin » dans laquelle le CESC donne des réponses et propose des adaptations structurelles, scientifiques et sociétales pour Saint-Martin. Ida Zin-Ka-Ieu en est persuadée, au regard des éléments portés par ce rapport de 60 pages, il n'est plus temps d'anticiper les conséquences du changement climatique mais bien de s'y adapter en intégrant dès à présent les impacts croissants à venir.

HORIZONS 2024 : DE NOUVEAUX OUTILS

Ce rapport illustre parfaitement le rôle du CESC dans la vie citoyenne. Ida Zin-Ka-Ieu s'est donnée un an, le temps de son mandat (qu'elle prend à la suite de Julien Gumbs) pour renforcer les liens avec la

Collectivité et les services de l'État, et d'en développer de nouveaux avec tous les partenaires potentiels afin d'avoir un éclairage plus approfondi sur chaque dossier. Élargir le champ des collaborations avec l'ensemble des acteurs impliqués sur les dossiers majeurs permettra de faire valoir l'expression citoyenne sur tous les sujets qui affectent le devenir de Saint-Martin et plus largement la vie de ses habitants. Le CESC qui a la possibilité de s'auto-saisir sur des sujets qu'il juge important pour le territoire, entend bien le faire dans les mois à venir.

Cette nouvelle dynamique se traduit par une refonte des outils de communication pour une meilleure visibilité du travail des équipes. Le logo a ainsi été entièrement revisité par le jeune Guillaume Gumb : ses cercles imbriqués symbolisent la notion de conseils et de recommandations avec au centre, la carte de Saint-Martin pour accentuer l'appartenance.

C'est également un tout nouveau site internet (www.cescstmartin.com) déjà opérationnel en français et bientôt en anglais qui est désormais accessible à tous. Nouveauté, c'est une plateforme citoyenne où chacun peut se sentir impliqué dans la vie de son territoire.

Ida Zin-Ka-Ieu a décidé de sortir le CESC de son anonymat et lui redonner la place qu'il mérite. Tout est pensé, organisé et mis en œuvre pour que cela devienne une réalité.

Le coup de cœur de la Présidente

Attachée aux valeurs de citoyenneté et de bienveillance, Ida Zin-Ka-Ieu souhaitait mettre en lumière des citoyens qui, au quotidien, donnent de leur personne pour le bien être des autres. En 2024, elle crée « le coup de cœur de la Présidente », une nouveauté au sein du CESC.

Le premier à être distingué, est Andy Polynice Flanders. Sa simplicité, sa sincérité et son humilité ont séduit la nouvelle Présidente du CESC. Chaque dimanche, celui que l'on appelle Shamrock prépare et distribue des soupes aux sans-abris, aux toxicomanes et plus largement aux personnes dans le besoin. Le « Soup Sunday » de son association Swali'tainment est un moment de répit pour cette population en marge de la société. Il leur vient en aide en distribuant également des vêtements ou des produits d'hygiène quand cela est nécessaire. Changer la société, faire le bien et donner est ce qui le motive depuis toujours. Il se plaît à dire, en citant la bible, « Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir ».

Cette distinction va lui permettre d'avoir un peu plus de moyens pour poursuivre son action honorable : il a en effet reçu deux bons d'achats de 250 € par Super U et Caraibes Numeric Print et la somme de 2 000 €, de la part de la Semsamar et de trois entreprises mécènes.



Le renouvellement **FRANCE TRAVAIL**

France travail devient le nouveau nom de Pôle emploi. Plus qu'une nouvelle dénomination, un changement avec des objectifs précis pour l'emploi.

Texte Yva Gelin



Depuis le 1er janvier 2024, Pôle emploi a évolué et est devenu France Travail. Une mutation du service public de l'emploi caractérisée par la mise en place d'un réseau d'acteurs plus étoffé et spécialisé, qui, dans le cadre de la loi plein emploi, a pour objectif de réduire le chômage de 5 % d'ici 2027.

INSCRIPTION AUTOMATIQUE

2025. C'est la date butoir à laquelle toute inscription sera automatique pour chaque personne à la recherche d'un emploi et déjà inscrite à Pôle emploi, les bénéficiaires de l'allocation du revenu de solidarité active (RSA), ainsi que leur conjoint, concubin ou partenaire pacsé. Seront également concernés les jeunes inscrits aux missions locales ainsi que les personnes en situation de handicap accompagnées par le Cap emploi. L'inscription sera automatique dès le dépôt d'un dossier pour ces prestations. L'objectif derrière cette automatisation est de faciliter

l'accès aux droits aux personnes sans emploi.

UN RÉSEAU POUR L'EMPLOI

Réunir ces publics au sein d'un seul et même organisme fait que France Travail se transforme en réseau avec l'intégration des missions locales, de Cap emploi et des services publics pilotés par l'État ou les collectivités territoriales en lien avec les besoins des demandeurs d'emploi et les entreprises. Un réseau qui aura pour mission de coordonner l'accueil des demandeurs d'emploi, l'orientation, l'accompagnement, la formation et l'insertion, tout en prenant en compte la demande des employeurs.

CONTRAT UNIQUE

Un demandeur d'emploi, après inscription, se verra dans l'obligation de signer un contrat d'engagement unifié. Celui-ci comprendra des objectifs à atteindre en termes d'insertion sociale et professionnelle, et réunira toutes les informations relatives au demandeur d'emploi. À savoir : les compétences, la situation familiale et spécificités de chaque profil. C'est sur la base de ce contrat que seront déterminées les offres d'emploi en fonction du profil. Par ce même contrat, les bénéficiaires s'engagent à exercer au moins 15 heures d'activité par semaine, quel que soit le profil du demandeur d'emploi. S'exonérer des obligations figurant dans le contrat revient à s'exposer à une radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Un décret pour définir les contours des procédures de radiation est à venir.

RSA SOUS CONDITION

En cas de non-respect des 15 heures d'activités exigées par le contrat d'engagement unifié, les bénéficiaires du RSA s'exposent à des sanctions avec un système de suspension-revalorisation de la prestation qui devrait être mis en place avant le 1er janvier 2025. À noter que la suspension du RSA ne pénalisera pas le bénéficiaire des différents services

d'accompagnement et qu'il pourra par la suite bénéficier, une fois la régularisation des droits effectués, de versement rétroactif du montant qui aurait dû être perçu, dans la limite d'une somme équivalente à 3 mois de RSA.

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

La situation des travailleurs handicapés se trouve facilitée avec l'orientation en milieu ordinaire ou un accompagnement privilégié. Une orientation en établissement et service d'accompagnement par le travail ne pourra désormais être prononcée que par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). D'autre part, une personne n'ayant pas la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), mais néanmoins titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'incapacité pourra désormais bénéficier des mêmes droits que les titulaires d'une RQTH, sans avoir besoin de passer par une MDPH. Cette même équivalence peut désormais être applicable aux jeunes, âgés de 15 à 20 ans. Enfin « un sac à dos numérique » centralisera toutes les informations relatives au travailleur en situation de handicap.

FACILITER LA REPRISE D'ACTIVITÉ DES PARENTS

Dans le cadre de la loi plein emploi de nouvelles dispositions seront prises afin de faciliter le retour à l'emploi des parents isolés. Sont notamment prévus d'ici 2030, pour les communes de plus de 10 000 habitants d'ici 2026, la création obligatoire de relais petite enfance.

LE PLUS ENTREPRISE

Du côté des entreprises, France Travail dédie maintenant une partie de ses services pour guider les entreprises dans leur stratégie de recrutement avec un accompagnant de proximité afin de mieux identifier leurs besoins. Dans la continuité, est prévue la création d'une plateforme pour tous les besoins de recrutement.



L'INTELLIGENCE ÉNERGÉTIQUE EN MARCHÉ

Après 5 ans de navigation, Energy Observer, catamaran 0 émission carbone, a fait escale en Martinique avant de mettre le cap sur New York puis Paris pour les JO 2024. Les ingénieurs, chercheurs et scientifiques à bord de ce laboratoire flottant testent un système énergétique basé sur « un mix d'énergies renouvelables et de l'hydrogène produit à bord par électrolyse de l'eau de mer ». Un test grandeur nature qui ouvre aujourd'hui la voie à de multiples applications terrestres et maritimes, pouvant être répliquées à l'échelle d'un usager, d'un quartier voire d'une ville. Reconnaisable à ses panneaux solaires, c'est bien sa pile à hydrogène Toyota qui en fait un bateau unique au monde. Après 50 000 miles nautiques parcourus et 76 escales de par le monde, l'aventure du catamaran donne-t-elle du crédit au changement de technologie énergétique ? Prochaine étape : changement d'échelle avec Energy Observer 2, conçu pour décarboner le fret maritime au 21^e siècle.

www.energy-observer.org



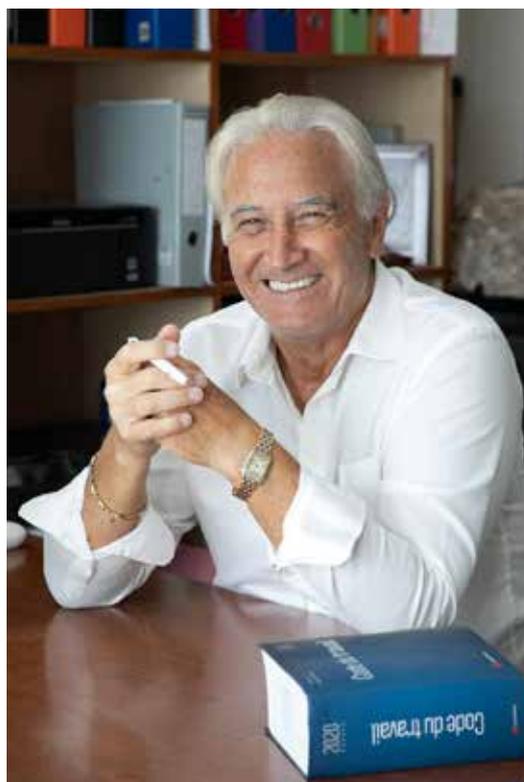
« SUR LE BOUT DES DOIGTS » : 1^{ER} SALON DE L'ARTISANAT À SAINT-MARTIN

Pour la première fois, un salon sera dédié aux métiers d'art à Saint-Martin. Organisé par la direction de l'Action culturelle de la Collectivité dans le cadre des journées européennes des métiers d'arts, il est ouvert à tous ceux qui disposent d'un savoir-faire particulier, professionnels ou artisans : sculpteurs, ébénistes, tapissiers d'ameublement, céramistes, couturiers, bijoutiers, vanniers, ferronniers d'art... Une vingtaine d'exposants présenteront leur art et vendront leurs créations le samedi 6 avril, de 9h à 18h, sur le front de mer à Marigot.



À vos plumes !

Le Concours de Poésie organisé par la French Cultural Society s'ouvre aux territoires ultramarins. Pour sa 2^e édition, tous les élèves français et francophones, ou apprenant le français depuis la maternelle jusqu'au lycée peuvent participer en s'inscrivant avant le 31 mai.



MICHEL VOGEL A NOUVEAU PRÉSIDENT DES PRUDHOMMES

Michel Vogel, a été à nouveau intronisé président du Conseil des Prudhommes lors de la cérémonie d'ouverture du Conseil des Prudhommes de Basse-Terre le 6 février dernier. Une nouvelle mandature qui débute avec l'obtention d'avancées notables pour les conseillers des Îles du nord, dont la réévaluation du montant de leurs vacations et de leurs frais de déplacements.



Un titre de chef restaurateur pour Saint-Martin

La Collectivité et l'Association des chefs-restaurateurs de Saint-Martin ont signé une convention pour la création d'un nouveau titre pour les chefs du territoire. Le titre de chef restaurateur de Saint-Martin a été créé spécifiquement pour le territoire et se base sur un cahier des charges lui aussi spécifique pour tenir compte des contraintes insulaires. L'objectif : faire monter encore d'un cran l'excellence gastronomique !

Comité territorial olympique et sportif : l'indépendance des Îles du nord

Le Comité territorial olympique et sportif de Saint-Barthélemy et Saint-Martin (CTOS-SBSM), reconnu comme organe déconcentré par le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) depuis le 15 septembre 2023 a été officialisé. En adhérant au CTOS-SBSM, les associations sportives, clubs, comités et ligues des territoires de Saint-Martin et de Saint-Barth peuvent désormais s'affranchir de la Guadeloupe et obtenir leur autonomie sportive en étant identifiées au niveau national. Créé par le Centre d'excellence et d'éducation par le sport (CEES), le CTOS-SBSM, est porteur du label « Terre des Jeux 2024 » obtenu l'été dernier, et fera vivre les Jeux sur les deux îles sœurs grâce à l'installation d'une « fan zone » offrant des activités sportives pour les enfants, l'organisation d'une journée olympique et une semaine du paralympisme (du 2 au 6 avril 2024).



STREET ART : LA FAMILLE À L'HONNEUR

La 6^e édition du concours « Faces of St Martin » était placée cette année sous le thème de la famille. Les clichés noir et blanc des deux gagnants, Steph Déziles, photographe amateur et Alvin Prescod, photographe professionnel, s'affichent en format XXL sur les murs de Marigot, de la Marina Royale et de Galisbay... jusqu'à ce que le temps fasse son œuvre et laisse place à la prochaine édition.



LES MARDIS DE GRAND CASE, C'EST MAINTENANT !

Le coup d'envoi de la 21^e édition des Mardis de Grand Case a été donné le 30 janvier. Une centaine d'exposants animeront le boulevard de Grand-Case chaque mardi jusqu'au 16 avril. Produits d'ici ou d'ailleurs, spécialités culinaires locales, sans oublier la traditionnelle parade avec danseuses et fanfare... l'événement attire 5 000 à 7 000 visiteurs chaque mardi.

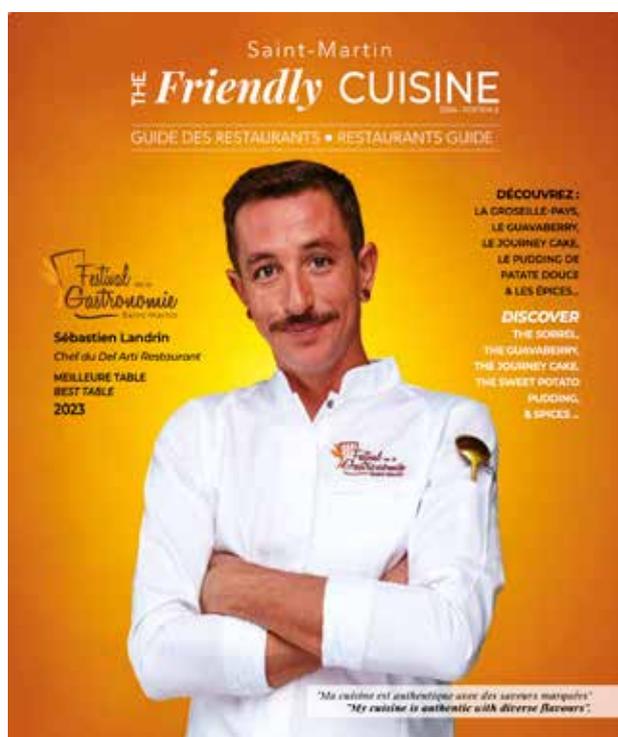
TALENTS AUX QUATRE COINS

Distinguer l'excellence et les compétences ultramarines est le but de l'opération « Talents d'Outre-mer » de CASODOM. Pour cette 10^e édition, 48 talents ont été récompensés et pour la première fois depuis la création de l'opération, tous les territoires ultramarins ont reçu un prix.



The Friendly Cuisine, opus 2

Dans la lignée de la première, la deuxième édition du Saint-Martin Friendly Cuisine célèbre la richesse gastronomique de l'île, avec quelques jolies découvertes. À la une, le chef Sébastien Landrin, du restaurant Del Arti, élu meilleure table de l'année lors du dernier Festival de la gastronomie. The Friendly Cuisine est disponible gratuitement en version digitale.



Une marche contre l'endométriose

Bien qu'elle ait été identifiée par un gynécologue américain en 1927, l'endométriose reste méconnue. Elle n'est d'ailleurs enseignée que depuis 2020 en médecine ! Pourtant cette maladie chronique qui provoque des douleurs invalidantes, touche une femme sur dix ! L'association Maternité Active a décidé d'organiser une marche, le dimanche 28 avril, pour sensibiliser largement le public et apporter des réponses aux femmes qui en souffrent.



UN MUSÉE DE SCULPTURES SOUS-MARINES

Une nouvelle attraction touristique de grande ampleur a été installée... sous l'eau, à Little Bay, par l'entreprise britannique DeepBlueSee qui développe des éco-attractions durables à travers le monde. Dans la baie du Divi Resort, plus de 300 sculptures ont été immergées entre 4 et 6 mètres de profondeur. Moulées sur des personnalités de l'île, elles mettent à l'honneur l'histoire et la culture de l'île à travers des thèmes comme le peuple Taïnos, la récolte du sel ou le carnaval. Réalisées en matériaux respectueux de l'environnement, elles offriront à terme des sanctuaires aux poissons juvéniles et favoriseront l'installation des coraux. On peut visiter ce musée sous-marin baptisé Under SXM armé d'un masque et d'un tuba. Des visites guidées en snorkeling sont aussi organisées au départ du Divi Little Bay et du Simpson Bay Resort.



LE CONCEPT STORE DE L'OFFICE DE TOURISME

Le tout nouveau concept store de l'Office de Tourisme de Saint-Martin s'est installé dans le hall de l'aéroport de Grand-Case. Le lieu allie point d'informations, avec une borne interactive, et un espace shopping avec une sélection d'artistes et de produits 100 % SXM. Une offre qui se renouvellera tous les trois mois avec la mise en avant de nouveaux talents.

Club de la Conjoncture

« UN OUTIL POUR PRENDRE LE POULS DU TERRITOIRE »

Après s'être doté de son propre institut de statistiques, la Collectivité de Saint-Martin va plus loin dans sa démarche en créant le Club de la Conjoncture, un outil qui se veut une plateforme d'échanges et de partages. Chaque trimestre, il sera le baromètre de la conjoncture du territoire.

Texte Ann Bouard

Mis en place en décembre dernier, ce nouvel outil est pour Alain Richardson, président de l'Institut territorial de la statistique et des études économiques de Saint-Martin (ITSEE) un moyen « de fournir, à la gouvernance de la Collectivité, un outil de compréhension et d'interprétation du territoire, tant sur le plan économique que social ». L'objectif est de disposer de données complémentaires pour les partenaires régionaux, nationaux et internationaux de la Collectivité mais aussi pour les investisseurs potentiels.

GENÈSE UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES ENTRE PARTENAIRES LOCAUX

Philippe Winnicki, responsable pendant quatre ans de l'INSEE en Guadeloupe, et désormais à la tête de l'ITSEE, connaît bien le sujet. Les clubs de la conjoncture font

partie du paysage économique de tout territoire. Et cela fonctionne ! En fédérant un maximum de partenaires, publics mais aussi privés, dans tous les domaines qui touchent la vie économique et sociale du territoire, il est possible de collecter des informations essentielles. Reste à les centraliser et à les analyser. Ce sont là les missions des clubs de la conjoncture.'

UNE CENTRALISATION DES INFORMATIONS

Toutes les données ont une utilité et sont transversales. La première réunion du club a déjà réuni plusieurs opérateurs majeurs. Désormais son ambition est de les fédérer tous, tous secteurs confondus : la CCISM, la CAF, l'Iedom, France Travail, le centre des finances publiques, l'établissement portuaire, l'aéroport de Grand Case, EDF, l'EEASM, la CGSS, la DEETS, etc. La liste est longue mais l'objectif est de tous les réunir au sein de ce club car chacun d'entre eux détient des données chiffrées sur son secteur.

La centralisation de toutes ces données, en complément du recensement mené par l'INSEE, permettra d'avoir une vision plus précise des réalités du territoire pour mener les réflexions politiques à long terme.

UN RENDEZ-VOUS TRIMESTRIEL

C'est le timing annoncé pour le Club de la conjoncture qui, dès cette année, publiera chaque trimestre son bulletin d'informations à destination de tous les partenaires. Cette synthèse des données permettra de faire un diagnostic conjoncturel au plus près de la réalité du territoire. Le premier communiqué, sur la conjoncture économique est publié en mars. Tous les sujets impactant seront considérés et analysés dans les mois à venir : emploi, climat des entreprises, bénéficiaires de la CAF, locations saisonnières, logement, etc. Des données qui seront accessibles à tous sur le site internet qui pourrait être opérationnel à la rentrée 2024.



Bahia Yacine

TOUCHE-À-TOUT, ELLE VEUT « VOIR PLUS GRAND POUR LE TERRITOIRE »

Bahia Yacine a été élue secrétaire générale de l'association Femmes Chefs d'Entreprises de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Portrait d'une femme aux multiples projets qui mène de front vie familiale, vie professionnelle et engagement associatif.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella

Bahia Yacine fait partie de ces personnes pour qui la stimulation et le challenge sont un moteur. « Comme je n'avais que ça à faire cette année, j'ai accepté de rejoindre le bureau de FCE », résume-t-elle avec humour lorsque l'on aborde le sujet de son intégration récente au bureau de l'association Femmes Chefs d'Entreprises (FCE) de Saint-Martin et Saint-Barthélemy en tant que secrétaire générale. Une nouvelle casquette qui vient s'ajouter au parcours éclectique et polyvalent de la business woman qui a toujours su rebondir et saisir les opportunités.

ANTILLAISE D'ADOPTION

Parisienne d'origine, Bahia Yacine a grandi au cœur de la diversité sociale de la capitale, très vite plongée dans la culture antillaise suite à la mutation de son père entre la Guadeloupe et la Martinique. Alors forcément, lorsqu'elle visite Saint-Martin pour la première fois en 2012, elle en tombe immédiatement amoureuse. À cette époque, elle est sur le point de devenir mère et mène une carrière dans le

marketing après des études d'art et de communication. Lorsqu'en 2016, son mari lui propose de s'installer à Saint-Martin, le timing est bon : Bahia est en recherche d'emploi et sent que l'île aura de nouvelles opportunités à lui offrir. Elle accepte un emploi dans le timeshare, mais rapidement l'appel du marketing est plus fort. Début 2017, elle crée son entreprise de conseils en marketing Sarabi Consulting. En septembre 2017, le passage de l'ouragan Irma l'arrête en plein vol. Elle lance alors avec Thierry Cor le magazine SXM Elements début 2018 avec la volonté de « redonner aux gens l'envie de consommer local ».

LE TOURISME EN LIGNE DE MIRE

Après un an et demi de collaboration, l'île a retrouvé de son dynamisme et le magazine a « rempli sa mission », et Bahia Yacine décide de mettre un terme à l'aventure, aussi belle que difficile. Le Covid sera ensuite une nouvelle épreuve l'obligeant à se réinventer. Son expérience en tant que formatrice dans le marketing touristique chez FORE

lui offrira de nouvelles perspectives et lui donnera notamment l'envie de monter l'association TERA (Tourisme éco-responsable pour l'avenir) avec trois de ses anciens apprenants. Cet automne 2022 est un virage dans sa carrière puisqu'elle rejoint également la CCISM en tant que responsable communication et attractivité territoriale. Un poste stimulant, prenant, mais qui lui permet de consacrer du temps à ses autres projets grâce à la vision entrepreneuriale de sa présidente. Aujourd'hui, Bahia jongle entre ses activités professionnelles et bénévoles en veillant à toujours bien « cloisonner ». Néanmoins, ses nombreuses casquettes lui permettent de créer des liens et de « voir plus grand pour le territoire ». Loin du feu des projecteurs, elle aime « être en coulisses », dans l'organisation et la mise en place de projets structurants pour l'île. Parmi ses nombreux objectifs de 2024 : accroître le nombre d'adhérentes de FCE et développer davantage son association TERA.



Bahia Yacine, secrétaire générale de l'association Femmes Chefs d'Entreprises de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Salon de l'agriculture

LES PRODUCTEURS ST-MARTINOIS À PARIS

Après une première participation en 2023 riches de rencontres et de découvertes pour les visiteurs, la CCISM revient au **Salon de l'Agriculture** avec, cette année, un espace conçu dans un esprit architectural évocateur de la destination. Objectif annoncé : mettre en lumière l'agriculture, les productions et les savoir-faire locaux.

Texte et photo Ann Bouard



Porte-parole des entreprises saint-martinoises, la CCISM affiche la récente volonté politique du territoire d'identifier la production locale et de donner une nouvelle dynamique à un secteur économique essentiel. En ligne de mire, « le développement de l'autosuffisance alimentaire ». Une nécessité au vu des événements climatiques passés et ceux à venir, même si l'on sait que compte tenu de la taille du territoire, les productions extérieures demeurent indispensables ne serait-ce qu'en termes de diversité.

Ainsi, plusieurs conférences sur ces enjeux climatiques ont été conçues par la CCISM dans le cadre du salon : « L'agriculture responsable, inspiration de nos ancêtres », « Saint-Martin agricole, d'hier à aujourd'hui » ou encore « Changement climatique, enjeux pour une agriculture insulaire ».

L'ambition de la CCISM est de réussir à positionner Saint-Martin sur des secteurs de niche, avec de petits volumes mais de grande qualité. Pour cette 60^e édition du Salon International de l'Agriculture, et dans un contexte national difficile pour les agriculteurs, la délégation saint-martinoise entend bien tirer son épingle du jeu à Paris en séduisant les visiteurs mais surtout les professionnels avec des productions locales bientôt officiellement estampillées... La création de la marque collective étant la prochaine étape.

LES PRODUCTIONS LOCALES AU CŒUR DES ANIMATIONS

Le rendez-vous parisien est en effet l'occasion idéale de faire découvrir les productions locales, souvent méconnues des visiteurs. Pour cela, le stand de la CCISM permet de déguster des produits et d'informer sur l'agriculture insulaire de Saint-Martin. Chaque jour des animations mettent en avant un pan de cette production notamment avec la Golden Grove Farm, le Moringa Powder, Lilly's Garden, Dorvan Cocks pour l'apiculture ou encore Louis Maccow pour le Guavaberry Colombier et Ginette... ces deux derniers étant des personnalités qui font déjà le bonheur des gourmands à Saint-Martin. Finalement, pendant quelques jours, la porte de Versailles devient un espace de rencontres privilégié, accueillant près de 700 000 visiteurs, et le stand de la CCISM une vitrine de savoir-faire et d'expériences du territoire. Au-delà des producteurs saint-martinois mis à l'honneur, un corner a été dédié à l'Office de Tourisme pour assurer la promotion de la destination dans sa globalité. L'attractivité de notre territoire se joue en effet jusqu'aux portes de Paris en plein hiver.

2 FIGURES DE LA GASTRONOMIE LOCALE



Louis Maccow

Monsieur Guavaberry

Louis Maccow est un homme fier. Fier de ses origines, fier de son territoire et fier d'être producteur du fruit emblématique de Saint-Martin, le Gwavaberry. Il n'a de cesse de promouvoir cette production locale et ses produits avaient déjà remporté un vif succès lors de la dernière édition du salon notamment auprès de chefs de renom, séduits par son goût épicé et amer.

Boisson traditionnelle de Saint-Martin, le Guavaberry est en effet incontournable au moment des fêtes de fin d'année. Après la récolte qui débute en octobre, chaque famille avait pour habitude de la préparer et de l'offrir aux invités. C'est en 2004 que Louis décide de se lancer dans cette production au cœur de son village de Colombier. Il lui aura fallu beaucoup de patience, les arbres donnent un nombre suffisant de baies au bout d'une dizaine d'années seulement, pour arriver à produire de quoi alimenter sa petite boutique de Marigot avec désormais des produits dérivés ou celle de Colombier où il reçoit, certains jours, les visiteurs de passage pour une visite guidée et une dégustation de liqueurs, confitures, etc.



Ginette

Une cheffe authentique

« La cuisine est avant tout un art. On cuisine comme on respire et avec le cœur car c'est un métier de passion. » Ginette est la lauréate « Authentic Star » du dernier Festival de la Gastronomie de Saint-Martin. Avec son menu entièrement concocté autour de la groseille pays, elle a séduit le jury.

Née à la Dominique, cette Saint-Martinoise de cœur, régale les gourmets dans son restaurant de Marigot avec une cuisine inventive et surtout raffinée. Passionnée de cuisine et autodidacte, elle a su en effet réinventer les grands classiques de la cuisine créole tout en faisant la part belle aux produits locaux et à ceux des îles avoisinantes quand elle ne trouve pas son bonheur sur place. Son originalité est de proposer des plats qu'elle seule sait concocter à l'instar de la fricassée ou du tartare de lambis, pour ne citer que les best-sellers de sa table.

C'est son travail acharné, sa créativité et l'amour qu'elle voue aux produits qui lui ont donc valu le titre du meilleur restaurant dans la catégorie Authentic Star pour sa première participation au Festival de la Gastronomie. Sur le salon elle est la représentante de la gastronomie locale.



Compétition

PLEINS FEUX SUR LE LONGE CÔTE

Les 3 et 4 février, était organisée le 1^{er} open international d'aqua walking aux Antilles. 5 chose à savoir sur cette rencontre sportive.

Texte Ann Bouard - Photo Jean-Albert Coopmann



Un sport nature dynamique

Pour la première fois de l'histoire, les Antilles accueillent une compétition internationale de longe côte. L'Open International d'Aqua Walking de Martinique s'est déroulé les 3 et 4 février sur les plages de Pointe Marin et d'Anse Meunier. L'occasion de promouvoir ce sport nature encore méconnu, créé en 2005 par Thomas Wallyn, entraîneur professionnel d'aviron dunkerquois. Affilié à la Fédération française de randonnée (FFR), le longe côte connaît depuis dix ans un essor fulgurant et bénéficie de championnats de France et de championnats européens.

ZOOM SUR LES CLUBS DES ANTILLES

Arrivé plus tardivement aux Antilles, avec la création d'un premier club exclusivement dédié au longe côte en 2020 à Saint-Martin, la discipline fait désormais partie des activités plébiscitées dans les différentes îles. Pour preuve la forte représentation de la Martinique sur cette compétition avec trois clubs : Coolamon, Oxy Maxi et Mi Lavi Longe Côte. La Guadeloupe était représentée par Marie-Galante avec l'association Guidosrandos et par l'association JLCA – Je Longe la Côte aux Antilles pour Saint-Martin.

Se mesurer aux longeurs et longeuses venus d'ailleurs était une expérience enrichissante et forte d'enseignements pour tous et le rendez-vous est déjà pris pour 2025 !

UNE PREMIÈRE ÉDITION RÉUSSIE

Cette compétition a vu le jour à l'initiative du président du Comité de la randonnée pédestre de la Martinique, Gilles Vicrobeck. En cinq mois avec ses équipes de bénévoles et l'aide des clubs de Martinique, et le soutien de la FFR, de la collectivité territoriale de Martinique, du Comité martiniquais du tourisme, de l'Office de tourisme sud Martinique et de la ville de Sainte-Anne, il a réussi à organiser la première rencontre de longe côte aux Antilles. Un challenge relevé haut la main au vu des participants.

Une activité salubre

Cette marche aquatique sportive avec des règles désormais bien définies, se pratique à mains nues mais aussi avec des ustensiles, plaquettes ou pagaie. Ses effets sur la santé sont multiples : renforcement musculaire et cardio-vasculaire sans traumatisme articulaire, amélioration de la circulation sanguine, du sens de l'équilibre, endurance, bien-être mental, etc.



115 compétiteurs, dont l'équipe de France !

Pour cette première édition, 19 clubs avaient fait le déplacement, alignant 115 compétiteurs dans les différents formats d'épreuves de longe côte : le 50 m solo mono pagaie, le 200 m solo main nues, le 400 m en binôme libre et sur sélection des organisateurs le relais de 4x50 m mono pagaie par équipe mixte. La seconde journée proposait un format intéressant de course avec un trail-longe côte, soit 1 350 m de course à pied combinée à 700 m de longe côte à réaliser trois fois ! Le niveau de la compétition était élevé d'autant que l'équipe de France au grand complet, compétiteurs, entraîneurs et arbitres participaient à toutes les épreuves. Les associations de métropole avaient aussi répondu présentes, de la côte Atlantique jusqu'à la Méditerranée avec les Catalans et une équipe venue d'Italie.

QUEL programme POUR ÉTUDIER À l'international ?

BANC

Cap sur l'Europe ! Erasmus+

Le programme : la mobilité Erasmus+ est soutenue par la Commission européenne et s'adresse aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, y compris en alternance, dès la 1^{re} année d'études.

La durée : de 2 à 12 mois, par cycle d'études.

Les partenaires : 76 universités partenaires dans 15 pays.

Les prérequis : niveau B2 dans la langue du pays d'accueil.

Les aides au départ : les étudiants ultramarins reçoivent une bourse de 786 €, quelle que soit la destination choisie, ainsi qu'une contribution aux frais de voyage.

Le plus : Europass Mobilité est un document officiel, gratuit et reconnu dans toute l'Europe qui met en avant les compétences acquises durant les périodes de stages ou de formations effectuées en Europe.

Le master Erasmus Mundus TROPIMUNDO : ce master international en Biodiversité et Écosystème tropicaux permet aux étudiants d'effectuer 4 semestres de leur cursus dans l'une des 17 universités partenaires à travers le monde. Le 1^{er} semestre se déroule en Europe. Le 2^e semestre est organisé dans une région tropicale, au choix, en Guadeloupe, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion, au Sri Lanka ou en Malaisie. Les étudiants reviennent en Europe au 3^e semestre, dans une université différente de celle du 1^{er} semestre avant de retourner dans l'établissement de départ au 4^e semestre, pour leur mémoire de fin d'études.

Favoriser la mobilité dans la Caraïbe

ELAN

Le programme : ELAN (échanges linguistiques et apprentissage novateur par la mobilité) est un projet porté par INTERREG Caraïbes. Il vise à renforcer les échanges au sein du bassin caribéen à travers des stages professionnels ou linguistiques. Le programme a été lancé à titre expérimental en 2019, pour une durée de 3 ans. La poursuite du projet jusqu'en 2027 est actuellement en discussion.

La durée : de 2 semaines à une année universitaire complète.

Les partenaires : University of the West Indies (UWI) et ses trois campus historiques (St Augustine à Trinidad et Tobago, Mona en Jamaïque, Cave Hill à la Barbade), université Quisqueya (Haïti) et l'université d'État d'Haïti.

Les prérequis : un niveau B1 minimum dans la langue du pays d'accueil.

Les aides au départ : une bourse de 700 €/mois ainsi qu'une aide aux frais de voyage (jusqu'à 80 % du prix du billet d'avion aller-retour), dont le barème dépend de la destination choisie.

Le plus : le site du programme référence les offres d'emploi et de stages à pourvoir dans la région.

Les chiffres : 60 étudiants de l'UA sont partis depuis la création de ce programme (56 % en provenance de la Martinique, 44 % de la Guadeloupe) ; ainsi que 45 stagiaires et étudiants MEEF de l'INSPE Martinique et Guadeloupe, pour 2 semaines d'immersion à Sainte-Lucie. Sur l'année universitaire 2022-2023, on enregistre 15 étudiants antillais en mobilité sortante : 6 étudiants de la filière FIFCA (filiale intégrée de science politique) pour une année académique, 4 étudiants en mobilité de semestre d'échange et 5 étudiants en mobilité de stage.

D'ESSAI

Une porte ouverte sur le Canada

BCI

Le programme : le bureau de coopération interuniversitaire (BCI) est une organisation qui regroupe 20 établissements québécois. Sa mission consiste à favoriser les échanges notamment par le biais du PQÉÉ (programme québécois d'échanges étudiants) qui regroupe 7 universités membres.

La durée : 1 semestre ou une année universitaire complète.

Les partenaires : 7 universités (UQAT, UQAR, université de Laval, UQTR, université de Sherbrooke, ÉTS, UQO)

Les prérequis : avoir validé la 1^{re} année de licence et avoir un bon dossier académique (13 de moyenne minimum).

Les aides au départ : il n'existe pas de bourse spécifique pour ce programme. Une bourse d'aide à la mobilité internationale peut être attribuée aux étudiants boursiers sur critères sociaux (400 €/mois).

Le plus : Le service Accueil Plus est mis en place pour les étudiants internationaux dès leur arrivée à l'aéroport international Montréal-Trudeau. Service gratuit, il permet de faciliter l'arrivée des étudiants étrangers, notamment lors de leur passage dans les bureaux d'immigration.

Le coup de cœur des étudiants : le Canada est la destination privilégiée des étudiants ultramarins. Avant la crise sanitaire, une délégation des universités du Québec venait régulièrement à la rencontre des étudiants martiniquais et guadeloupéens dans le cadre des journées « étudier au Québec ». Le site de l'université du Québec à Montréal (UQAM) possède même une page dédiée sur son site Internet intitulée « Futurs étudiants guadeloupéens et martiniquais ».

Étudier sur un campus Américain ou Britannique

CONVENTIONS HORS PROGRAMME DÉDIÉ

Le programme : des conventions sont signées avec différentes universités américaines et britanniques. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE, la mobilité dans ce pays ne dépend plus du programme Erasmus.

La durée : 1 semestre

Les partenaires : 4 universités américaines d'État en Louisiane, en Floride et en Géorgie ; 4 universités britanniques (Cambridge, King's College London, Warwick, Nottingham).

Les prérequis : passer un test de langue, il faut obtenir un score minimum de 80 au TOEFL pour les États-Unis, voire un minimum de 110 pour certaines universités britanniques, et obtenir un visa.

Les aides au départ : comme pour le programme BCI, il n'existe pas de bourse spécifique pour ce programme. Une bourse d'aide à la mobilité internationale peut être accordée.

Le plus : l'université des Antilles participe à plusieurs programmes visant à favoriser les échanges avec les États-Unis comme le programme d'études en partenariat avec Howard University, dont la doyenne, Gladys M. Francis, est guadeloupéenne.

À noter : les conventions d'échange américains de l'UA ne se limitent pas aux États-Unis puisqu'il est également possible d'étudier en Colombie, à l'universidad nacional de Colombia, à Bogota.

*Carrière
d'Ultramarin*

**YES,
TEACHER !**



J'avais aussi
envie de
transmettre
l'histoire
caribéenne aux
élèves, qu'elle
prenne sa
place dans nos
manuels »

Chaque mois, la rédaction se penche sur des métiers exercés avec passion, des carrières d'ultramarins susceptibles d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Pour ce premier épisode de l'année, rencontre avec le Guadeloupéen, Axel Jacobin... bien plus qu'un simple professeur d'anglais.

Texte Alix Delmas

Axel Jacobin enseigne l'anglais depuis 2007 dans l'Hexagone. Dès son retour de Manchester, à la fin de ses études, il débute par de l'assistantat de langue en école primaire puis obtient son CAPES pour enseigner dans le secondaire.

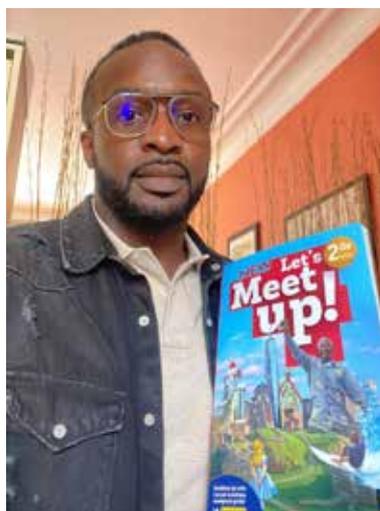
Sa progression professionnelle est rapide : tuteur puis formateur, il intègre le jury de recrutement des professeurs du CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) externe en 2016 et depuis 2021 celui du CAPES interne.

UN HOMME DE CONVICTION

Sollicité par un directeur de collection chez Hatier pour contribuer à la rédaction de manuels scolaires, sa réponse sera limpide : « oui, à la condition sine qua non d'évoquer l'histoire caribéenne ». Depuis lors, ce sont déjà cinq éditions auxquelles Axel Jacobin a collaboré en s'attachant à proposer un travail éditorial qui prend en compte la diversité des aires anglophones et notamment celle de la Caraïbe. Il propose des séquences telles que l'ancre précolonial avec les « First Nations », les Amérindiens, mais aussi des pans de l'histoire plus récente comme l'immigration jamaïcaine en Angleterre au XX^{ème} siècle :

« J'ai notamment construit un programme sur la "Windrush Generation" (nom du paquebot Empire Windrush), ces Jamaïcains appelés pour soutenir l'effort collectif de reconstruction après la seconde guerre mondiale. Certains se sont installés, ont fondé des familles, ont occupé des professions

délaissées, et pourtant nombre d'entre eux n'ont pas obtenu la nationalité, ce qui a notamment provoqué un scandale au parlement britannique en 2018. Je suis très friand d'enseignement transversal et cette séquence sur bien des aspects rappelle l'histoire du Bumidom aux Antilles. Beaucoup d'enseignants évoquent l'immigration à travers le rêve américain et Ellis Island, j'avais aussi envie de transmettre l'histoire caribéenne aux élèves, qu'elle prenne sa place dans nos manuels. »



CONNAÎTRE SON HISTOIRE

S'il œuvre à une meilleure visibilité de notre histoire, il est important pour Axel Jacobin de rappeler que son métier vocationnel par essence vise à transmettre des connaissances, elles seules permettent de déconstruire les préjugés et combattre les idées reçues.

À la question d'une figure historique qu'il admire, il cite Harriet Tubman, ancienne esclave, militante

féministe antiraciste, qui, sur le « Underground Railroad » (chemin de fer clandestin) a aidé de nombreux esclaves américains à gagner leur liberté. Il rappelle qu'elle devait figurer sur les billets de 20 dollars américains et que Donald Trump, admirateur du président Andrew Jackson qui y figure actuellement s'y est opposé. En 2021, quelques jours après son investiture, Joe Biden a relancé ce projet.

APPORTER SA PIERRE À L'ÉDIFICE

Homme de débat et de culture, son militantisme est apolitique. Né à Caen en 1984, Axel Jacobin arrive en Guadeloupe à l'âge de huit mois et y restera jusqu'à ses 18 ans. Danseur de Gwo ka, formé par Raymonde Pater-Torin, il a été membre fondateur de l'association Otentika à Rosny-sous-Bois, pour laquelle il donnait régulièrement des cours jusqu'en 2007 avant de cofonder la compagnie DNK avec Lydie Fesin, son acolyte depuis le lycée Faustin Fléret.

Si, entre ces deux vocations, il lui a fallu parfois faire des choix, son équilibre aujourd'hui réside aussi bien dans la danse que dans ses cours d'anglais qu'il dispense avec la même passion et le même engagement. Un militantisme qui puise ses origines à Morne-à-l'Eau, commune où il a grandi entouré d'une famille d'enseignants dévoués et engagés dans le milieu associatif : « Tout jeune déjà, j'étais affairé à couper du tissu, à réaliser des tâches de mon âge pour apporter ma pierre à l'édifice. Je crois que je ne pourrais pas vivre autrement ».

Formations

UNE VISION DE L'AVENIR

Depuis 1996, le **GRETA-CFA** de Saint-Martin et Saint-Barthélemy propose des formations diversifiées et individualisées en adéquation avec les besoins du territoire. Organisme de formation et d'apprentissage de l'Éducation nationale, il s'appuie sur un large réseau de partenaires pour accompagner toutes les réussites.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella



L'équipe administrative et pédagogique du GRETA se compose de gauche à droite : d'une gestionnaire, d'une assistante de gestion, d'une conseillère en formation professionnelle directrice opérationnelle et référente mobilité, d'une coordonnatrice et accompagnatrice VAE, d'une présidente-ordonnatrice et cheffe d'établissement support, d'une directrice administrative et financière référente qualité, d'une secrétaire-accueil référente Handicap, d'une assistante de formation référente communication et d'un assistant de gestion.

Plus qu'un simple organisme de formation et d'apprentissage, le GRETA-CFA de Saint-Martin et Saint-Barthélemy se définit comme une véritable « école de la vie ». Créé en 1973 en France métropolitaine puis, installé en 1996 à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, il est l'organisme de formation continue pour adultes de l'Éducation nationale.

Implanté au sein du lycée professionnel Daniella Jeffry, ce Groupement d'Établissements (GRETA) est

habilité à utiliser les ressources matérielles et humaines de 6 établissements scolaires publics adhérents. Une particularité qui permet, par exemple, l'usage des plateaux techniques du lycée professionnel et qui « facilite la mise en place de formations de proximité » dans les différents quartiers, souligne Janine Hamlet, proviseure du lycée et présidente-ordonnatrice du GRETA-CFA.

UN LABEL GAGE DE QUALITÉ

Le groupement propose des formations diversifiées (diplômantes, qualifiantes et certifiantes), sur mesure, individualisées et dans tous les domaines : hôtellerie, restauration, soins et services à la personne, BTP, transport, logistique, numérique mais aussi des formations générales (français, maths, langues...). Suite à la réforme de la formation professionnelle du 5 septembre 2018, le GRETA-CFA est aussi devenu Centre de formation en apprentissage (CFA) en 2020. Il accompagne également la Validation des acquis de l'expérience (VAE) du CAP au BTS pour les diplômés généralistes Éducation nationale.

Le GRETA fonctionne dans la dynamique du réseau académique Guadeloupe composé du GRETA-CFA Guadeloupe, du GIP DAIFI, du CFA PAG et du CFA de Saint-Barth (CAP SBH). Il peut également compter sur des partenaires institutionnels, qui lui font confiance depuis ses débuts, Collectivité ou France Travail. Labellisé Eduform depuis novembre 2021, l'organisme

bénéficie par ailleurs de formateurs adaptés et reconnus par l'Éducation nationale et se positionne comme pilote sur la mixité des publics. Il propose, par exemple, des classes intégrées aux lycées, des classes entières d'apprentis ou encore une intégration aux classes des CFA partenaires.

MODERNITÉ ET MOBILITÉ

Le GRETA-CFA s'impose depuis ses débuts comme un organisme moderne et innovant tourné vers l'avenir. Les métiers émergents ont une place importante au sein de son offre de formations toujours en adéquation avec les besoins du territoire. L'organisme s'adapte aux évolutions pédagogiques et numériques en développant, par exemple, son offre multimodale, c'est-à-dire des formations hybrides qui allient présentiel et distanciel. L'ouverture sur l'international est également un axe de développement du GRETA-CFA qui propose qui propose depuis peu des séjours de mobilité avec Erasmus+.

100% de réussite pour deux titres professionnels

Les formations de chargé d'accueil touristique et de serveur en restauration viennent de se terminer au Lycée Professionnel Daniella Jeffry. Sur les deux promotions, 13 stagiaires sur 13 ont pu valider l'intégralité ou partie des titres préparés. Ces deux titres professionnels ont été co-financés par la Collectivité de Saint-Martin et le FSE et rendus possibles grâce à des partenaires externes experts dans leur domaine comme l'Office de Tourisme. L'insertion professionnelle est également au cœur des préoccupations de l'organisme puisqu'à l'issue des stages, certaines entreprises pour le TP serveur ou pour le TP chargé d'accueil touristique et de loisirs ont recruté les stagiaires formés par le GRETA-CFA. « Le message principal que nous retenons c'est la transformation qui s'est opérée pour nos stagiaires après 8 ou 9 mois de travail acharné », note avec satisfaction l'équipe du GRETA-CFA qui tient à féliciter les lauréats.



Janine Hamlet est la présidente-Ordonnatrice et cheffe d'établissement support du GRETA-CFA.



Jean-Paul Julia, directeur général de la BRED

Face au ralentissement de l'économie que nous connaissons aujourd'hui, quel est l'état de santé de nos entreprises ?

Jean-Paul Julia : Il existe en Guadeloupe et dans les Îles du Nord une vraie dynamique entrepreneuriale. D'ailleurs, le taux de création d'entreprises y est beaucoup plus élevé que dans l'Hexagone. Certes, nous avons noté un ralentissement au 2^e semestre, notamment pour les très petites entreprises (TPE) plus fragiles, mais depuis le début de l'année, les chiffres sont conséquents. L'augmentation des taux de la BCE a également engendré des tensions sur la trésorerie des entreprises, c'est donc un cap difficile à passer pour les structures les plus fragiles. Notre rôle est de les accompagner et de les aider à trouver des solutions, comme nous l'avons fait pendant la crise sanitaire. Nous travaillons, par ailleurs, avec des partenaires tels que Réseau Entreprendre. C'est un vrai atout pour l'environnement régional.

Banque **CHANGEMENT ET NOUVELLES ÉNERGIES**

Depuis le 1^{er} juin 2023, Jean-Paul Julia est le nouveau directeur général de la **BRED**. De passage en Guadeloupe, où il achève sa tournée des territoires, nous l'avons rencontré dans les locaux flamboyants neufs du nouveau siège à Jarry. **Entretien.**

Texte Sarah Balay et Floriane Jean-Gilles
Photo Lou Denim

Votre carrière vous a conduit de la fonction publique au privé, vous avez donc un sens aigu de la mission de service au public, comment entendez-vous renforcer la relation clients ?

C'est en effet un élément auquel je suis particulièrement sensible et je crois d'ailleurs que c'est inscrit dans l'ADN de cette maison qui a été créée en 1919, par des chefs d'entreprise. Nous exerçons un métier profondément humain. J'aime dire que notre banque est le partenaire de la réussite de nos clients ; et cela se vérifie au quotidien avec nos équipes qui déploient une énergie considérable. Notre ancrage sur le territoire implique que les décisions se prennent sur place, au plus près des clients. Les équipes disposent donc d'une grande autonomie qui se traduit par d'excellents résultats. Notre modèle décentralisé est vertueux : l'épargne des Guadeloupéens sert à financer les projets des Guadeloupéens, en d'autres termes ce qui est collecté sur le territoire est réinvesti sur le territoire.

Avez-vous prévu de lancer de nouveaux produits dans les DOM ?

Nous essayons toujours d'innover, c'est un continuum ; notre but est d'avancer avec nos clients et leur proposer une offre de services en adéquation avec leurs besoins. En ce sens, c'est la dimension paiement qui permet le plus d'innovation. Nous proposons deux produits qui n'existent pas dans l'Hexagone : le crédit chrono, solution de crédit pour nos clients commerçants à destination de leur propre clientèle, et le paiement par QR code, solution de paiement instantané.

Par ailleurs, le Livret Territorial est né ici, c'est un livret qui permet à la fois de constituer une épargne et de financer les projets du territoire. Notre ambition est bien sûr de poursuivre le développement de ces offres sur-mesure. Nous offrons également des solutions de financement qui répondent aux enjeux de transitions des filières agricoles ultramarines et assureront le développement économique durable de ces territoires.

Nouveau siège, nouvel élan !

Depuis juillet, la BRED Guadeloupe et Îles du Nord profite du confort et de la modernité d'un tout nouveau siège, rue Henri Becquerel à Jarry. Spacieux et répondant aux normes HQE (haute qualité environnementale), cet espace de travail contemporain accueille l'ensemble des activités : agence de particuliers, professions libérales, centre d'affaires entreprises, associations et banque privée. Jean-Paul Julia a inauguré le 18 décembre dernier ce nouveau siège au côté d'Éric Montagne, directeur général adjoint, Mathieu Le Bellac, directeur du réseau Outre-mer et Stéphane Touati, directeur régional Guadeloupe & Îles du Nord.

Comment la BRED œuvre-t-elle pour bâtir une économie plus durable et plus verte sur nos territoires ?

Nous accompagnons les entreprises dans leur transition énergétique, il faut aussi aider les dirigeants face aux enjeux de la décarbonation. Ce volet « conseil » est primordial, et nous travaillons à l'élaboration d'outils plus industrialisés. La bascule va certainement prendre du temps, mais les investissements d'aujourd'hui sont les profits de demain. Cette capacité à se réaliser dans le temps est cruciale lorsque nous analysons des projets d'entreprise, et les enjeux environnementaux en sont désormais une composante majeure.

Quel nouvel élan souhaitez-vous donner à la BRED dans les années à venir ?

J'aimerais poursuivre sur la voie du développement



sur tous les marchés : renforcer l'accessibilité pour les particuliers et aller à la rencontre des professionnels. Et puis insuffler à nos équipes encore plus de plaisir et de fierté à exercer ce métier. L'Outre-mer est certainement un modèle de ce côté, puisque nous connaissons des résultats financiers et humains extraordinaires. Sur ces 3 dernières années, la BRED a signé plus de 40 CDI en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, soit une croissance locale de 10 % de ses effectifs. Or, la croissance des emplois double la croissance locale, c'est ce cercle vertueux de la réussite qui est au cœur de nos aspirations. En Guadeloupe, nous allons renforcer notre maillage pour répondre au développement économique du territoire.

Les ambitions stratégiques du Groupe seront révélées en février. Je souhaite que la BRED s'inscrive en véritable partenaire de la réussite de ses clients, de tous ses clients, particuliers, commerçants, artisans, chefs d'entreprise, collectivités locales... Nous devons être au rendez-vous des transitions auxquelles font face nos clients, que ce soit en termes d'épargne ou de financements. L'Outre-mer et la Guadeloupe en particulier seront, bien sûr, au cœur du dispositif et des projets innovants. Une manière d'affirmer, dans la durée, notre ancrage dans ces territoires.

Chiffres clés

- **300 millions €** de financements en Guadeloupe et dans les Îles du Nord (au 31/10/2023)
- **22 agences**
- **220 collaborateurs** en Guadeloupe et dans les Îles du Nord
- **Capitaux propres* : 6,2 milliards €**
- **Résultat net* : 507,4 millions d'euros**
- **Produit Net Bancaire consolidé* : 1,64 milliard d'euros**

(*bilan 2022)

Banque privée

DE L'IMPORTANCE D'UNE RELATION CLIENT PRIVILÉGIÉE

Seule femme en lice pour le Prix de la Gestion Privée* qui récompense le dirigeant d'une Banque Privée ou d'un multi-family office, Caroline Thiebaut a pris la direction de **BRED Banque Privée**, en novembre dernier. En tournée de quelques jours en Martinique et en Guadeloupe, elle a accepté de répondre à nos questions. **Entretien.** Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Lou Denim



Caroline Thiebaut, directrice de la BRED Banque Privée

Vous évoluez dans le monde de la banque privée depuis 2010, qu'est-ce qui motive votre attachement à ce secteur ?

Caroline Thiebaut : En réalité, cela fait 20 ans que je travaille dans le secteur bancaire. Après mes études de droit, j'ai développé une appétence pour le commerce et j'avais la ferme intention de faire un métier d'expertise. Être banquier privé implique certaines valeurs auxquelles j'adhère profondément : un niveau d'exigence et une promesse de service aux clients qui est basée sur une relation de confiance. Cette confiance est primordiale dans notre métier, elle s'inscrit dans une relation intuitu personae, sur le long terme.

Zoom

L'investissement socialement responsable (ISR)

Au 31 janvier 2024, 1 228 fonds étaient labélisés ISR. Ce label désigne les fonds d'investissement intégrant les principes du développement durable. BRED Banque Privée propose BRED Sélection ISR, un fonds ISR éligible au PEA et composé de fonds thématiques et de titres vifs européens. Ce fonds a également la particularité de reverser 25 % de ses frais de gestion à des associations et fondations engagées en faveur de l'égalité des chances et de la transmission du savoir.

La banque privée est accessible à partir d'un certain niveau de revenus et/ou de patrimoine, quel est le profil de vos clients ultramarins ?

Les profils sont très variés : dirigeants d'entreprise, startapers, héritiers ; les secteurs d'activités le sont tout autant : l'agro-alimentaire, la grande distribution, l'économie bleue, le tourisme et l'industrie du rhum bien sûr. Pour beaucoup de nos clients, l'entrepreneuriat est une saga familiale.

Quelles sont les attentes des chefs d'entreprise dans le cadre de la gestion de leur patrimoine ?

Création d'une entreprise, transmission, cession totale ou partielle, structuration du patrimoine post cession... Il existe de nombreuses étapes importantes pour un entrepreneur et des enjeux financiers, fiscaux et patrimoniaux considérables pour lui et sa famille. Il a des choix déterminants à faire pour préparer et optimiser l'avenir. Nous l'amenons à se poser les bonnes questions et sommes en mesure de lui éviter des pièges. Pour cela, le banquier privé travaille en collaboration avec les chargés d'affaires entreprise, les ingénieurs financiers et patrimoniaux, ce qui lui permet d'appréhender aussi bien le patrimoine professionnel que privé du dirigeant

d'entreprise. Il dispose d'une meilleure compréhension de ses besoins, d'une vision de la structuration de ses flux et revenus permettant d'anticiper au mieux les événements de vie pouvant entrer en ligne de compte dans la gestion de son patrimoine. Les ingénieurs patrimoniaux accompagnent les dirigeants sur les dispositifs à privilégier et leur mise en place, les modalités à remplir pour pouvoir bénéficier d'un pacte Dutreil par exemple, et l'importance du restant à vivre pour le cédant. L'ingénierie financière les accompagne sur la valorisation de leur entreprise mais aussi la cession-transmission. Nous associons aussi les générations futures afin d'anticiper la transmission. De plus en plus de clients nous interpellent sur la donation-partage transgénérationnelle afin de gratifier leurs petits-enfants.

Comment les accompagnez-vous ?

Proactivité, écoute, excellence sont nos maîtres-mots. L'atout du dispositif de la BRED est qu'il est à taille humaine, les équipes sont proactives, toujours dans l'anticipation, ce qui implique des circuits courts de validation et de décision. Nous avons coutume de dire que les décisions sont prises « à moins d'une heure du client ». Par ailleurs, et c'est assez rare pour le souligner, la BRED dispose d'une salle des marchés permettant aux clients qui le souhaitent d'investir en devise. BRED Banque Privée a obtenu le label Excellent ** dans la catégorie gestion de patrimoine, l'année dernière.

Quelles sont les solutions d'investissement socialement responsable attendues par vos clients ?

L'évolution de la réglementation et la sensibilité de nos clients en matière de finance durable nous conduisent régulièrement à renforcer notre offre. Promepar AM, société de gestion et filiale 100 % de la BRED, a une équipe ISR. Nous disposons ainsi d'une gamme de fonds intégrant des critères extra-financiers (ESG) et bénéficions de solutions ou de mandats de gestion et de multigestion, en compte-titres ou PEA, ISR. Nous travaillons également en architecture ouverte et proposons ainsi des solutions d'investissement socialement responsable de partenaires externes que nous avons sélectionnés.

* Prix remis dans le cadre du Forum de la gestion privée organisé par L'Agefi

** Classement « Gestion de patrimoine » Banques Privées affiliées-Leaders League

Trois domaines d'expertise



Ingénierie immobilière :

expertise de biens immobiliers,
vente off-market...



Ingénierie financière :

cession, transmission...



Ingénierie patrimoniale :

conseil juridique et fiscal

Formation

UN RESTAURANT PÉDAGOGIQUE HORS NORMES



L'initiative d'**Antoine Gomes**, chef d'entreprise, n'a rien de commun. Il a décidé de former de jeunes Saint-Martinois aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie en transformant le Coco Beach, l'un des fleurons des restaurants de plage de la Baie Orientale, en restaurant pédagogique. **Le projet Mangrove est totalement novateur sur l'île.** Texte Ann Bouard



À la tête de plusieurs établissements sur l'île, Antoine aurait pu se contenter de faire tourner ses affaires, et engager à l'occasion un jeune de l'île dans ses équipes. Mais c'est bien mal le connaître. L'homme est investi et croit fermement en l'avenir du territoire, un avenir qui passe bien sûr par la jeunesse. Son constat est simple : « Nous avons un problème de mixité dans les équipes. Nous faisons venir des saisonniers de métropole, qu'il faut souvent former, alors que de nombreux jeunes sont sans emploi sur l'île. Il y a un paradoxe ». Il a donc imaginé le Projet Mangrove pour favoriser l'inclusion de jeunes Saint-Martinois, en déshérence sociale, dans le tourisme de luxe. Son ambition est tout simplement de créer les compétences pour éviter d'aller les chercher ailleurs.

CASSER LES CODES DE LA FORMATION

Cette formation est, tout à la fois, axée sur les compétences techniques et les techniques comportementales. En mai, le Coco Beach de la Baie Orientale, deviendra durant quatre mois, un restaurant d'apprentissage. Une immersion totale pour les élèves qui seront confrontés à des mises en situation, des challenges et à de véritables services, le restaurant restant ouvert à sa clientèle habituelle. Le choix du timing n'est pas un hasard, car la basse saison va permettre aux apprentis d'évoluer plus sereinement et aux équipes du



restaurant en charge, pour partie, de leur formation de leur accorder plus d'attention.

En septembre, les apprentis poursuivront en contrat d'alternance pendant huit mois dans d'autres établissements de l'île avant l'examen final pour obtenir leur diplôme reconnu par l'État. Pour cette première année, ils auront le choix entre les métiers de serveur, cuisinier, pâtissier, femme de chambre, barman, réceptionniste ou plagiste. Nul besoin de qualification, tout l'enjeu de cette formation est justement d'apprendre un métier à ceux qui n'en ont pas ou qui n'ont aucun diplôme. Seules qualités requises, être motivé et bien sûr avoir l'envie d'exercer l'un de ces métiers.

Ordinateur et rémunération

Comme pour toute formation, les stagiaires seront rémunérés pendant les huit mois d'apprentissage. D'ici mai, Antoine Gomes a promis de travailler sur la question des 4 mois d'école, non rémunérés, et sur celle du transport qui peut constituer un frein pour certains. Concernant le volet théorique, chaque élève recevra un ordinateur portable et une clé 4G afin de suivre les cours en ligne, avec l'aide d'un interlocuteur dédié.

100 JEUNES FORMÉS LA PREMIÈRE ANNÉE

Dispensée en français et en anglais, la formation est accessible dès 16 ans et les inscriptions seront ouvertes en mars et avril. Afin de confronter les apprentis au monde du travail, dès le début de leur formation des « job dating » seront organisés afin de leur permettre de trouver l'établissement qui les accueillera pour leur d'apprentissage. Antoine Gomez lance donc un appel à tous les restaurateurs et hôteliers de l'île pour répondre présents à cette initiative. À la clé pour eux, la possibilité de trouver le personnel qui leur fait souvent cruellement défaut depuis des années.



SALAIRES

Comme chaque début d'année, le salaire minimum (SMIC) fait l'objet d'une revalorisation. En 2024, il augmente de 15 euros nets par mois, soit une augmentation de 1,13 % pour atteindre, pour un temps plein, 1 398,69 euros net. En 2023, la France comptait plus de 17 % de salariés rémunérés au Smic, soit 3,1 millions de personnes. La majorité d'entre elles sont des femmes dont une grande partie travaillent à temps partiel.

Bonne nouvelle pour le personnel hospitalier : leur indemnisation du travail de nuit sera majorée de 25 %. L'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés passe de 44,89 euros à 60 euros.

Les montant des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET) sont en hausse pour les salariés de la fonction publique.

EMPLOI

Pôle emploi devient France Travail ! Objectif de cette mesure phare de la loi pour le plein emploi : passer de 7,1 à 5 % de chômeurs d'ici à 2027. En regroupant France Travail, l'État, les collectivités locales, les missions locales et Cap emploi, le gouvernement veut créer un « réseau pour l'emploi » afin de simplifier et accélérer procédures et mesures d'accompagnement. L'autre enjeu est d'aider les entreprises, notamment les TPE*, à recruter dans chaque bassin d'emploi.

L'inscription généralisée à France Travail pour toutes les personnes sans emploi (dont les personnes touchant le RSA revenu de solidarité active) devrait être appliquée en 2025. Elle prévoit un contrat d'engagement avec, entre autres, une obligation d'au moins 15 heures d'activité dédiées à leur insertion par semaine (formation, stage, immersion, etc.).

STAGE

L'augmentation est symbolique mais elle a le mérite d'exister. La rémunération minimum légale des stagiaires en entreprise est revalorisée de 30 centimes par heure, soit de 4,05 à 4,35 euros.

*Emploi,
salaires,
droits :*

CE QUI NOUS ATTEND EN 2024

Chaque début d'année rime avec nouveautés en matière de lois. Le monde du travail ne fait évidemment pas exception. Tour d'horizon avec les principaux changements de 2024.

Texte Sarah Balay

SÉCURITÉ SOCIALE

Pour la 2^e année consécutive le plafond de la sécurité sociale progresse : de 6,9 % en 2023 et de 5,4 % en 2024. Un bonus pour les salariés et les allocataires car cette revalorisation entraîne dans son sillage certaines prestations sociales l'utilisant comme base de calcul : indemnités journalières pour maladie, accident du travail ou maternité, pensions d'invalidité, etc.

ARRÊT MALADIE

En permettant un arrêt maladie sans jour de carence, l'État prend (enfin) en compte les effets psychiques et physiques d'une interruption spontanée de grossesse (fausse couche). 200 000 femmes seraient concernées chaque année en France.

HANDICAP

L'orientation en milieu ordinaire de travail (entreprise) devient un droit universel. Chacun sera présumé pouvoir travailler en milieu ordinaire quel que soit son handicap. Les jeunes de 15 à 20 ans ayant déjà un dossier à la MDPH (allocation d'éducation de l'enfant handicapé, plan personnalisé de scolarisation) pourront bénéficier des droits et dispositifs emplois ouverts aux personnes handicapées sans faire de dossier de demande RQTH (reconnaitances de qualité de travailleur handicapé).

Les personnes handicapées travaillant dans les ESAT, établissements et services d'accompagnement par le travail pourront bénéficier de nouveaux droits comme adhérer à un syndicat et faire grève. La loi prévoit aussi l'attribution de titres-restaurants, de chèques-vacances, d'une complémentaire santé et la prise en charge par l'employeur des frais de transport vers le lieu de travail.

IMPÔTS

Revalorisation du barème des impôts avec double effet : empêcher les foyers ayant augmenté leurs revenus de passer dans la tranche supérieure et baisser les impôts de ceux qui n'ont pas gagné plus en 2023.

FORMATION

1,1 million d'euros, c'est le montant d'un nouveau plan de financement de la formation des demandeurs d'emploi. Objectif : augmenter le nombre de places déjà financées par les régions. Fini la priorité à ceux qui n'ont pas le bac, tous les demandeurs d'emploi de plus de 55 ans ou reconnus travailleurs handicapés ou allocataires du RSA qui en ont besoin pourront se former. Sont aussi concernés les jeunes en décrochage universitaire et les demandeurs d'emploi en parcours d'insertion.

*TPE : très petite entreprise

Profession CHEF D'ENTREPRISE

« SAUTER DANS L'INCONNU SANS CORDE DE RAPPEL »

Dans notre série sur les chefs d'entreprise, nous plongeons cette fois dans l'univers d'Olivier Bajard, directeur général de la Société immobilière de Guadeloupe.

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann

Que signifie pour vous le fait d'être chef d'entreprise ?

Un chef d'entreprise est responsable de tout, il faut donc aimer le risque. Aussi, au-delà de l'envie de réussir, ce sont beaucoup de situations professionnelles moins confortables et on ne se rend pas tout le temps compte de tous ceux qui ont échoué avant nous.

Malgré les risques que cela signifiait, qu'est-ce qui vous a donné envie de sauter le pas ?

C'est souvent l'attrait de l'activité qu'on a envie de mener. Par exemple, pour moi, le logement social, j'ai trouvé ça immédiatement passionnant. J'avais 20 ans de vie professionnelle et ce qui m'intéressait, c'était comment on arrive à changer la vie des gens en mieux.

Comment gérez-vous le fait de diriger ?

Déjà, ça ne se passe jamais bien avec tout le monde. L'enjeu est de développer l'entreprise tout en réglant les problèmes internes. Le véritable sujet, je pense, quand on dirige un certain nombre de personnes, c'est de considérer que votre intelligence a autant de valeur que celle des autres.

Est-ce qu'il y a un avant et un après ?

Oui ! Avant je travaillais beaucoup et je dormais bien. Maintenant je travaille beaucoup et je dors moins bien ! (Rires)

Quelle est l'idée reçue qui vous agace ?

La croyance que les chefs d'entreprises ont la belle vie, et l'image de la tour d'ivoire. Un bon chef d'entreprise est celui qui accompagne dans la prise de responsabilité et sait ce qui se passe.

Qui sont les personnes qui vous ont inspiré ?

Je citerais Steve Jobs et le discours de Stanford en 2005, où il rappelle l'importance de ne jamais rien prendre pour acquis, de ne pas hésiter à sortir du cadre. « Stay foolish, stay stupid. » Il y a aussi les derniers patrons que j'ai eu, toutes des femmes. En tant que dirigeantes, j'ai beaucoup apprécié un niveau d'exigence élevé allié à un niveau d'empathie tout aussi élevé. C'est-à-dire la capacité à faire avancer les gens avec une douceur absolue parce que le respect est là. C'est très féminin je pense et c'est une qualité précieuse pour un chef d'entreprise.



Mécénat **DE COMPÉTENCES,** **DONNER *du sens*** **À SON MÉTIER**



Souvent méconnu des entreprises, le « mécénat de compétences » offre la possibilité à des professionnels de soutenir de nombreuses associations dans leurs activités. Explications.

Texte Karollyne Videira Hubert

Réduction d'impôts

Pour chaque salarié mis à disposition, le coût de revient pour l'entreprise correspond à la somme de sa rémunération et des charges sociales. À partir de quoi, l'entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt égale à l'un des montants suivants, soit 60 % du montant du don pour la fraction inférieure ou égale à 2 000 000 €, soit 40 % pour la part du don supérieure à 2 000 000 €.

Cependant, le montant des dons retenus pour le calcul de la réduction ne peut pas dépasser, sur un même exercice, un plafond de 20 000 € ou 0,5 % du chiffre d'affaires annuel hors taxe de l'entreprise donatrice si ce dernier montant est plus élevé.

Charles est le directeur technique d'une entreprise basée en Guadeloupe depuis plusieurs années. Il supervise une équipe de huit développeurs, dont un responsable de produit. Passionné par le développement informatique depuis son plus jeune âge, il se dit aujourd'hui plutôt « rouillé ». « Je ne "code" presque plus, cela fait plusieurs années maintenant. Cela me manque, mais je n'ai ni le temps ni l'intérêt, mes développeurs s'en sortent mieux que moi ! ». Depuis peu, dans le cadre du mécénat de compétences, son patron lui permet d'épauler une association qui souhaite développer une application pour l'apprentissage des langues... Et chaque vendredi matin, Charles aide désormais l'équipe technique de l'association à créer une application mobile pour apprendre le créole guadeloupéen.

UN ÉCHANGE DE SAVOIR-FAIRE

Charles est un personnage fictif, mais le mécénat de compétences est lui bel et bien réel ! Contrairement au mécénat d'entreprise où il s'agit d'un don financier, il est ici question d'un don de compétences de la part d'une entreprise au service d'un projet culturel, sociétal ou environnemental. L'employé peut mettre à disposition ses compétences et ses expertises pendant quelques heures, quelques jours, voire quelques mois ou années, au sein d'une association bénévolement. « Le nombre de missions associatives possibles, le nombre d'employés autorisés à le faire et la durée

annuelle dépendent des politiques de l'entreprise. Certaines entreprises peuvent limiter le nombre d'heures que les employés peuvent consacrer à des missions associatives chaque année », explique Clément Ferreira de l'association Optim'Asso, qui accompagne les bénévoles et les salariés dans leur engagement associatif. Côté associations, elles doivent répondre à certains critères tels que la structuration de leur projet et prouver son impact social.

UN ACCORD EMPLOYEUR-SALARIÉ

En général, un employeur ne peut pas contraindre un employé à effectuer une mission dans une association, sauf si cela est prévu dans le contrat de travail initial ou si cela fait partie des obligations de l'emploi. Dans l'autre sens, si l'employé souhaite volontairement effectuer une mission dans une association, il doit « généralement obtenir l'accord de son employeur, car cela peut affecter ses heures de travail et ses responsabilités au sein de l'entreprise. Cependant, certaines entreprises ont des politiques de congés spécifiques pour le bénévolat ou les missions associatives. Depuis le déploiement de la RSE, les entreprises ont tout intérêt à encourager ce type de mécénat », précise Clément. En termes d'image de marque, le mécénat de compétences offre une excellente réputation à l'entreprise grâce à l'impact positif de ses actions. De plus, le mécénat de compétences propose des avantages fiscaux pour les entreprises ainsi que pour les associations tels que la réduction d'impôt et la déduction des charges.

Des organismes d'intérêt général

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôts, les versements effectués dans le cadre du mécénat doivent l'être au profit d'organismes d'intérêt général. Autrement dit, l'activité de ces organismes doit être non lucrative et ne pas profiter à un cercle restreint de personnes... Le site national d'information administrative et de démarches pour les entreprises liste les organismes bénéficiaires potentiels :

- Organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial ou culturel ;
- Organismes d'intérêt général concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ;
- Fondations ou associations reconnues d'utilité publique ;
- Musées de France ;
- Établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique public ou privé, d'intérêt général, à but non lucratif ;
- Établissements d'enseignement supérieur consulaire pour leurs activités de formation professionnelle initiale et continue et de recherche ;
- Sociétés ou organismes publics ou privés agréés par le ministère chargé du budget ;
- Organismes publics ou privés dont la gestion est désintéressée et qui ont pour principale activité la présentation au public d'œuvres théâtrales, musicales, cinématographiques, audiovisuelles et de cirque ou l'organisation d'expositions d'art contemporain ;
- Fondation du patrimoine ;
- Communes ou syndicats de gestion forestière dans le cadre d'une activité d'intérêt général concourant à la défense de l'environnement naturel.

Tri des biodéchets à la source : **CE QUI CHANGE POUR LES PARTICULIERS ET LES ENTREPRISES**

Depuis le 1er janvier 2024, le tri à la source des biodéchets est généralisé et concerne tous les professionnels et particuliers. Ainsi, tout le monde devient concerné par cette obligation définie dans la loi anti gaspillage de 2020. Explications.

Texte Yva Gelin

« Une
nouvelle
matière
première
réutilisable
pour la
fertilité des
sols »

Qu'est-ce qu'un biodéchet ?

Un biodéchet, c'est tout ce qui s'apparente aux déchets verts, comme la tonte de pelouse, les feuilles mortes, les brindilles, et autres déchets issus de l'abattage et de l'élagage, et aux déchets alimentaires comme les restes de repas, les épluchures ou encore le marc de café. Est biodéchet, tout ce qui est déchet dit organique. Aujourd'hui, cette catégorie de déchets représente un tiers des déchets non triés des français et jusqu'à présent, ces derniers étaient soit incinérés soit destinés à l'enfouissement.



Que dit la nouvelle loi ?

Concrètement, au-delà de la volonté d'inclure le plus grand nombre dans cette logique de tri, le tout premier niveau d'action concerne les collectivités avec l'obligation de proposer à la population des solutions de traitements ou de récupération des biodéchets. Le fait que la loi précise un tri dit « à la source » indique que celui-ci doit se faire avant que les biodéchets ne soient mélangés aux ordures ménagères résiduelles (OMR). Le tri « à la source » est finalement un terme utilisé afin de le différencier du tri effectué par les usines de tri mécano-biologique (TMB) qui prennent en charge le tri des déchets mélangés entre eux.

Pourquoi les trier à part ?

Un biodéchet est valorisable dans la mesure où, par un processus de transformation naturelle, il devient une nouvelle matière première réutilisable pour la fertilité des sols. Ce processus, le compostage, permet d'obtenir un engrais particulièrement riche, le compost. Se crée alors un cercle vertueux, dans lequel des déchets organiques servent au bon développement de nouveaux végétaux en enrichissant le sol.

Quelles options pour le tri à la source ?

Quatre options principales permettent de trier à la source les biodéchets. La première est sur le même principe de tri qu'une poubelle jaune dans laquelle chacun place ces déchets plastique et carton. En fonction des territoires, ces poubelles ont le couvercle soit marron, jaune ou violet. Il est d'autre part possible, comme pour les bornes de tri de verre, de mettre à disposition une borne de récupération de biodéchets. Une troisième option donne la possibilité de mettre en place un composteur partagé, et enfin le tri à la source peut se faire directement au domicile en installant un composteur individuel.

Une sanction est-elle prévue en cas de non tri des biodéchets ?

L'obligation concerne les particuliers mais ne s'applique pas directement à eux. En revanche, elle s'applique aux collectivités locales qui sont, elles, responsables de fournir des solutions de tri et de valorisation et d'en informer la population. Aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect de la loi.



Top 3

des acteurs qui ont parlé des biodéchets dans nos magazines

GUADELOUPE

Une seule et unique entreprise se propose de prendre en charge et de valoriser les biodéchets des entreprises. **TRIONS : UN DISPOSITIF UNIQUE DE TRAITEMENT BIODÉCHETS.**



GUADELOUPE

Les entreprises peuvent être accompagnées par la CCI IG afin de comprendre comment mieux gérer leur biodéchets en conformité avec la réglementation, mais aussi comment en faire une opportunité pour réaliser des économies. Détails de ce dispositif gratuit dans : **COMMENT GÉRER ET VALORISER LES BIODÉCHETS EN ENTREPRISE ?**



MARTINIQUE

La CACEM en sa qualité de collectivité donne l'opportunité aux particuliers d'obtenir un composteur individuel. Descriptif du dispositif dans cet article : **DEMANDEZ UN COMPOSTEUR À LA CACEM, RÉDUISEZ VOS DÉCHETS ORGANIQUES.**



Pour être accompagnées financièrement dans leur transition écologique, les collectivités peuvent faire appel au fonds vert, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

Recyclage

LA « GRAINE » SEMÉE PAR PLASTIC ODYSSEY PREND RACINE

Les déchets plastiques s'amoncellent sur les rives de Saint-Laurent du Maroni. ©Plastic Odyssey

Lors de son escale guyanaise en juillet, l'expédition Plastic Odyssey a formé des acteurs locaux désireux de s'impliquer dans le recyclage local des déchets plastiques. Parmi eux, l'association Ocean Science & Logistic (OSL) soutient un projet ambitieux de valorisation des filets de pêche. *Texte Adeline Louault*

À chaque escale, le navire Plastic Odyssey propose un « On Board Laboratory », soit un programme d'accompagnement aux entrepreneurs et porteurs de projet autour du recyclage plastique. Une formation sur leurs outils est également incluse dans la session de 3 jours. « L'idée est de planter une graine localement. Nos machines, peu chères – quelques milliers à dizaines de milliers d'euros – sont très simples à fabriquer. (...) Notre objectif est de démocratiser les solutions de recyclage avec des process simples, peu coûteux et facilement reproductibles », expose Simon Bernard, diplômé de l'École nationale supérieure maritime et cofondateur du projet Plastic Odyssey. En Guyane, l'enjeu est de taille car le système de gestion des déchets plastiques se réduit au tri et au conditionnement de certains produits recyclables (bouteilles, bouchons, flacons et bidons) avant leur exportation



Simon Bernard, cofondateur de Plastic Odyssey, et Anaïs Buffard, chargée de projet de OSL, lors des premières expérimentations de recyclage ©Plastic Odyssey

vers l'Hexagone. Les initiatives de recyclage local sont encore rares malgré un réel besoin.

95 % DE DÉCHETS PLASTIQUES

Anaïs Buffard, chargée de projet au sein d'OSL, association guyanaise dédiée à la préservation des milieux marins et fluviaux, et ses collègues

ont participé à la « formation » dispensée sur le navire. OSL a découvert, lors des diagnostics effectués sur le littoral et le fleuve Maroni, que 95 % des déchets échoués étaient plastiques. Parmi eux, 28 % proviennent de l'activité pêche. « Les Affaires Maritimes saisissent 150 à 200 km de filets chaque année », rapporte Anaïs



Découpe des filets de pêche à bord du navire Plastique Odyssey ©Plastic Odyssey

Buffard. « Ils sont stockés mais ne servent à rien. Notre ambition est de les valoriser et d'en faire, entre autres, des flotteurs pour remplacer les bouées actuelles en polystyrène ». Un objectif qui s'inscrit dans « Mo Péyi Prop' », un plan de réduction et de valorisation des déchets marins, porté par OSL en partenariat avec Fishingcleaner, entreprise guyanaise agissant pour la réduction des impacts de la pêche professionnelle sur l'environnement.

DES ESSAIS DE TRANSFORMATION À BORD DU NAVIRE-LABORATOIRE

« La formation Plastic Odyssey a été une expérience riche avec des apports techniques intéressants, la rencontre d'autres acteurs et des essais qui nous ont permis d'améliorer notre futur process ». Échantillonnés, lavés, et découpés, les morceaux de filets ont subi les premiers tests de transformation à bord du navire laboratoire. C'était la première fois qu'un tel matériau plastique était traité par l'équipe de Plastic Odyssey. « Le scanner a permis de déterminer la composition précise des filets. La broyeuse s'est avérée inefficace mais l'extrudeuse, après le mélange de fragments de filets avec du polyéthylène, est parvenue à créer une planche solide, lisse et compacte. » Une avancée considérable pour OSL qui sait maintenant vers quelles

machines se tourner pour mener son projet. La prochaine étape va consister à dimensionner les futurs équipements qu'il faudra acquérir et, pour certains éléments, fabriquer localement.

CATALYSEUR DU PROJET

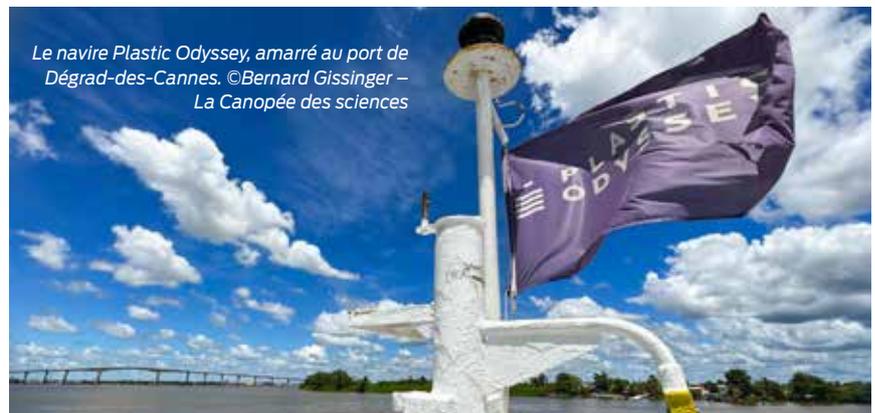
L'association OSL entend travailler en synergie avec des partenaires techniques engagés dans l'économie circulaire comme des fablabs et ateliers collaboratifs à l'image de la Fabrique du Dégrad à Rémire. L'objectif est également de nouer des partenariats avec des acteurs publics locaux afin de structurer la filière. « La venue de Plastic Odyssey nous a ouvert les portes et a permis de mettre en lumière notre projet, d'accélérer sa mise en œuvre, c'est énorme », se réjouit Anaïs Buffard. L'accompagnement de Plastic Odyssey se poursuit puisque OSL a été intégrée à leur réseau francophone et bénéficie des conseils et retours d'expérience d'autres acteurs du recyclage.



Arrivée du navire en Guyane, en juin 2023. ©Plastic Odyssey

Démocratiser des solutions de recyclage

Né en 2018, le projet Plastic Odyssey rassemble et développe des technologies de recyclage low-tech pour les diffuser en open-source au plus grand nombre. Elles sont embarquées sur un navire laboratoire de 40 mètres qui, depuis fin 2022, fait le tour des côtes les plus polluées de la planète. En juin, le navire a fait escale en Guyane, à Cayenne puis Saint-Laurent du Maroni avant de rejoindre la Guadeloupe et la Martinique. À bord du Plastic Odyssey se trouvent plusieurs machines pour le traitement de la pollution plastique dont une centrifugeuse, un broyeur, une extrudeuse ou encore une presse hydraulique. Ces outils permettent de transformer les déchets en tuyaux, tuiles, briques ou encore en carburant.



Le navire Plastic Odyssey, amarré au port de Dégrad-des-Cannes. ©Bernard Gissingier – La Canopée des sciences



Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#bien-être

La nature en entreprise

Selon de nombreuses études, le contact avec la nature influencerait positivement la productivité et le bien-être au travail. Cet ouvrage fournit des conseils pratiques aux entreprises pour tirer parti de ce pouvoir de la nature, de la végétalisation des bureaux à l'immersion dans la nature.

L'entreprise à ciel ouvert,
Jean-Marc Hardy. Ed. Gereso.

#speechtotext

Retranscrire vos vocaux

Les notes vocales, c'est bien pour enregistrer des échanges ou des réflexions personnelles. Il peut cependant être plus laborieux de s'en resservir que des notes écrites. Pour pallier cette difficulté, Talk Notes permet, grâce à l'IA, de transcrire automatiquement vos notes vocales, de les nettoyer et de les mettre en forme.

<https://talknotes.io/>

#futurdutravail

Regards croisés

L'avènement de l'IA ne serait-il pas l'occasion de revaloriser les métiers non-automatisables en pénurie de main-d'œuvre ? Comment mieux négocier sa rémunération ? Quelle est la valeur sociale des vacances ? Quelle est la place des congés dans le travail ? Autant de réponses auxquelles répondent les deux hôtes du nouveau podcast Work buddies.

Work buddies, sur Spotify et Deezer

#télétravail

Optimiser le travail en ligne

Autorisé de façon exceptionnelle ou pratiqué de 2 à 3 fois par semaine, le télétravail s'est définitivement fait une place dans nos vies professionnelles, avec ses avantages et ses difficultés. Rester efficace, maintenir la cohésion d'équipe, maîtriser la communication à distance, préserver un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle sont autant de sujets que les kits pratiques développés par Dropbox permettent de mieux appréhender.

<https://experience.dropbox.com/fr-fr/virtual-first-toolkit>





ewag.fr



GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Désormais, retrouvez toute
l'actualité de vos magazines
sur un seul compte

EW'AG



10.328 views

Ewag.fr Retrouvez toute l'actualité de vos territoires [#mediapositif](#)

[View all 328 comments](#)

5 DAYS AGO

R
E
L
S
S
O
D
I



*Transition
écologique :*
**QUELLE
STRATÉGIE
LOCALE ?**



SOMMAIRE

50 **COMMUNICATION, ÉDUCATION ET COOPÉRATION !**

À l'image de la géographie du territoire, les défis de la transition énergétique pour St-Martin seront soumis à une nécessaire coopération des deux gouvernements.

52 **LA PROTECTION ENVIRONNEMENTALE À PIED D'ŒUVRE**

Où en sommes-nous ? Tour d'horizon des actions locales de protection du foncier, des espèces animales et des espèces végétales.

54 **QUEL ENGAGEMENT DE L'ÉTAT ?**

Rencontre avec Émilie Nahon, directrice de projet aménagement durable et résilient depuis janvier 2022.

Communication, *éducation* et coopération !



À l'image de la géographie du territoire, les défis de la transition énergétique pour St-Martin seront soumis à une nécessaire coopération des deux gouvernements.

Texte Ann bouard

Confetti posé au milieu des mers, partagé entre deux états, Saint-Martin est plus que concernée par les effets du changement climatique, elle est en première ligne. S'engager dans un développement durable semble une évidence, mais comment faire alors que certains secteurs montrent déjà des signes de saturation (gestion des déchets, capacité d'approvisionnement en eau...). On répète souvent que Saint-Martin n'est pas comme les autres territoires et que les règles ne peuvent être ici comme ailleurs. Un postulat auquel



adhère Bernadette Davis, 2e vice-présidente de la Collectivité de Saint-Martin en charge du cadre de vie, et qui devra guider l'étendue des actions à opérer par la Collectivité pour les générations futures.

Montée en compétences

Particulièrement attentive aux questions de la transition écologique, la Collectivité recrute et restructure certains de ses services. Les élus sont motivés et près de 200 personnes œuvrent désormais au sein de la délégation cadre de vie qui regroupe entre autres la direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et celle de l'environnement, eau, énergie. Mais si la Collectivité détient de nombreuses compétences, celle de l'environnement est toujours dans le giron de l'État. « Est-ce que l'on a vraiment les moyens de se permettre cette politique ? » s'interroge Bernadette Davis.

La communication et l'éducation sont essentiels

« C'est en conjuguant les efforts que l'on peut y arriver », assure Bernadette Davis. « Toute initiative ne sera véritablement efficace que si l'on change les mentalités. Il faut que les générations pour qui ce n'est pas un réflexe changent leurs habitudes et commencent à trier par exemple. Il faut que les plus jeunes aient ce comportement naturellement. » Elle entend s'appuyer sur les Conseils de Quartier (réactivés depuis février et recartographiés en 6 quartiers) et sur des campagnes de sensibilisation dans les écoles.

80 bornes de tri viennent d'arriver sur le territoire et 200 de plus sont en cours d'acheminement. La création d'une nouvelle déchetterie à Quartier d'Orléans est en pourparlers, mais, dans l'idéal, il faudrait utiliser les déchets pour produire de l'énergie. En mars, ce sont quatre nouveaux conteneurs semi-enterrés qui seront installés et testés sur différents sites. Les choses sont en train de se remettre en place, et Bernadette Davis l'assure, « dans six mois on verra la différence ! »

Trouver des terrains d'entente

Il y a des mesures qui auraient pu être adoptées. La 2e vice-présidente regrette notamment que la taxe

sur les déchets pour les bateaux, votée par les 25 pays membres du CTO, il y a 20 ans, n'ait jamais été appliquée. Mais la problématique saint-martinoise réside aussi dans le partage de l'île avec un autre État. Rien ne sert de mettre en place des mesures si elles ne sont pas suivies par les deux parties.

Après avoir pris attache avec son homologue néerlandais, puis en mettant en place avec lui une première campagne de nettoyage, et mené des discussions sur l'uniformisation des bacs à déchets, elle entend bien poursuivre le dialogue avec le nouveau gouvernement de Sint Maarten. Bacs de tri, éducation conjointe dans les écoles, usage du plastique... les sujets sont nombreux et son objectif est d'en identifier au moins quatre qui pourraient être menées de manière conjointe. Sans une homogénéisation des mesures pour les deux parties de l'île rien ne sera possible... tel est le cadre de la transition écologique pour un territoire pas comme les autres.

Vers une sobriété énergétique

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) met en place depuis 2019 un plan d'aide à l'investissement destiné à favoriser la maîtrise de la consommation d'électricité (MDE). Ce plan est appliqué pour la première fois à Saint-Martin avec la création d'un cadre de compensation des actions de maîtrise de la consommation d'électricité (MDE) à hauteur de 8 millions d'euros. L'objectif est d'accélérer le développement des énergies renouvelables et de réduire la consommation sur l'île de 7 % en 2024. Piloté par EDF, ce dispositif destiné aux professionnels, mais au bénéfice des particuliers, vise à réduire les équipements énergivores. Plus le matériel est gourmand et plus la prime accordée sera importante.

Le cadre de compensation par la MDE, pourra être appliqué dès que la demande pluriannuelle sera validée par la CRE et le Ministère. Dans l'attente, une compensation transitoire a été mise en place à Saint-Martin pour permettre de tester et d'aller plus loin par la suite.

La protection environnementale à pied d'œuvre

Où en sommes-nous ? Deux organismes d'État œuvrent à la protection environnementale du territoire, chacun dans un domaine dédié : **le foncier pour le Conservatoire du littoral, les espèces animales ou végétales pour la Réserve naturelle**. Tour d'horizon des actions en faveur d'un monde plus vert et plus respectueux à léguer aux générations futures.

Texte Ann Bouard - Photo Conservatoire du Littoral et Réserve Nationale de Saint-Martin

Conservatoire du littoral

REGAGNER 1/3 DES LITTORAUX

Créé en 1975 à la demande du gouvernement, le Conservatoire du littoral est une spécificité française qui n'a pas d'équivalent dans le monde. Sa mission est de récupérer le foncier privé pour le mettre dans le domaine public. L'objectif assigné par le gouvernement est de regagner ainsi 1/3 des littoraux français. Saint-Martin, n'est pas loin d'y arriver selon Anne-Marie Bouillé, chargée de mission au Conservatoire du littoral de Saint-Martin.

Parcelle après parcelle, en partenariat avec la Collectivité, le Conservatoire met en œuvre des aménagements afin de concilier protection, fréquentation du public et développement touristique sur les 426 hectares qu'il gère : restauration des écosystèmes dégradés, gestion des usages et des services, installation d'équipements de découverte, etc. Aujourd'hui 18 sites, dont des étangs et des îlets,

ont été préservés dont 45 % sont aménagés pour recevoir du public.

Une stratégie jusqu'en 2050

Les projets mettent souvent des années à émerger. Pour exemple, l'action foncière pour la Baie de l'Embouchure, dernière baie de l'île à ne pas être urbanisée et en grande partie classée en Réserve naturelle, a été engagée il y a 24 ans !

En 2023, le Conservatoire aura permis la restauration écologique et paysagère des berges et d'une partie du remblai de l'étang de Chevrise, la sécurisation du site et des abords de l'étang de la Barrière ou le nettoyage et la sécurisation du Grand Ilet en partenariat avec la Collectivité et l'association Nature Is the Key.

À l'horizon 2024, ce sont la mare Baie Lucas, Babit Point, Grandes Cayes et la Pointe du Bluff qui devraient faire l'objet de travaux de renaturation ou de restauration. Mais à noter que la vision du Conservatoire porte bien au-delà puisque la stratégie est élaborée jusqu'en 2050 ! Celle de Saint-Martin est en cours de réactualisation pour contribuer à un nouveau modèle touristique.

Réserve naturelle

LA PROTECTION DU VIVANT

Les 3 000 hectares gérés par l'association de gestion de la Réserve naturelle font l'objet d'une réglementation stricte pour préserver le vivant, en conservant et en mettant en valeur la biodiversité.

En 2023, la restauration d'une zone humide sur le secteur Griselle-Baie Orientale, grâce au soutien



financier du Rotary Club et de la Fondation de France, se poursuivra en 2024 par l'installation d'un sentier sur pilotis accédant à un observatoire des oiseaux... qui commencent déjà à revenir. Un exemple de restauration écologique qui s'inscrit dans le développement d'un tourisme plus respectueux. Des visites commentées avec un guide ont été imaginées pour sensibiliser les visiteurs en les faisant participer, financièrement mais aussi concrètement à la plantation de palétuviers.

Sauver ce qui peut l'être

La sensibilisation passe aussi par les écoles et tout l'enjeu de la Réserve est de trouver des financements, pour pouvoir répondre à toutes les sollicitations. De nombreux projets sont en cours comme la révision de la stratégie et de la gestion du stationnement des bateaux avec de nouvelles bouées, le dispositif ReCorEA qui vise à atténuer les pressions subies par les récifs coraliens et les écosystèmes, les huttes de biodiversité (BIOHUT), des nurseries artificielles qui abrite les poissons au stade de développement dans le Port de Galisbay et dans les marinas d'Anse Marcel et de Fort Louis ou BIOHAB, pour les poissons plus gros, ou encore une campagne de sensibilisation des exploitants de plage à limiter leur impact, en étant attentifs aux traces des tortues marines, pour les inciter à adapter leur organisation ou à replanter un peu de végétation. Il s'agit de préserver ou de sauver ce qui peut encore l'être.



Quel engagement pour *l'État* ?



Pour savoir comment s'engage l'État en matière de développement durable à St-Martin, nous avons rencontré **Émilie Nahon**, directrice de projet aménagement durable et résilient depuis janvier 2022. Sa mission est de coordonner les services de l'État pour le compte du Préfet, de piloter des projets complexes et de conseiller la Collectivité de Saint-Martin. Texte Ann Bouard

« La tâche n'est pas insurmontable mais énorme », avoue-t-elle. D'autant qu'elle est sollicitée sur les problèmes d'eau et d'assainissement, de biodiversité, de réglementation environnementale ou encore sur les risques majeurs. Les dispositifs mis en place, de plus en plus nombreux, les recrutements et la montée en compétence de la Collectivité, l'expertise des services de la DEAL de Saint-Martin ou de Guadeloupe, notamment sur les risques naturels et industriels, contribuent cependant à poser les jalons pour un développement plus durable.

Progressivement, l'organisation se met en place et les grands projets voient leurs contours se dessiner, certains sortent déjà de terre. Des projets qui peuvent émerger grâce aux subventions accordées à Saint-Martin. Le gouvernement a en effet décidé de soutenir le territoire en y mettant les moyens. Le président Macron, post Irma, avait annoncé des investissements importants. Aujourd'hui les différents fonds accordés démontrent que l'État prend très au sérieux non seulement la reconstruction de Saint-Martin, mais aussi sa transition écologique.

Des millions d'euros

Fonds européens ou financements de l'État représentent une manne financière importante sans laquelle les projets d'envergure ne seraient possibles.

Le contrat de convergence et de transformation (CCT), avec une enveloppe de 43,5 millions d'euros sur quatre ans (2024-2027) va permettre de construire le centre administratif de la Collectivité, un stade, la médiathèque, d'entreprendre des travaux de voirie, d'assainissement, de restaurer des bâtiments patrimoniaux ou encore le collège 600.

Dans un autre registre, le « plan eau outre-mer » avec plusieurs financements va permettre de moderniser les réseaux et sécuriser l'approvisionnement en eau.

Le Fonds Barnier (fond de prévention des risques naturels majeurs et leurs éventuels impacts, protection ou réparation) a permis le rachat par l'État du Sunrise pour renaturaliser le site ou encore l'élaboration du PAPI (Programme d'action de prévention des inondations). Le processus est cependant très long, car cela nécessite des diagnostics d'exposition aux risques et une

évaluation des travaux pour protéger les habitations des particuliers et le financement des travaux. Mais d'ores et déjà 1 200 bâtiments d'habitation en zone inondable ont été recensés et pourront bénéficier de ce fonds ouvert, encore peu dépensé, à la condition cependant d'être assurés. La réduction des risques pour les biens et les personnes est un axe où l'état souhaite investir cette année.

50 projets réalisés

Dans le cadre d'un développement durable général, le fonds vert, dont la répartition est assurée par le Préfet, dispose de 1,925 million d'euros pour des projets déjà prêts et pouvant être réalisés dans l'année afin

d'accélérer la transition écologique à Saint-Martin. Il sera consacré en 2024 à la rénovation de l'éclairage public avec du solaire ou encore à la renaturation d'un espace pour implanter une ferme pédagogique.

Côté environnemental, un crédit d'état de 570 000 € sous forme de convention, va lui permettre de mener des expérimentations et de mieux connaître le phénomène d'échouement des sargasses, et d'investir dans des équipements, notamment des capteurs. L'Europe s'engage également pour stimuler une croissance intelligente, durable et inclusive. Sur le plan 2021-2027 des fonds Feder (21,4 millions d'euros), priorité est donnée là encore pour un territoire vert. Les applications peuvent être diverses comme l'isolation et la réhabilitation des deux casernes de Gendarmerie,

la construction de la salle numérique et multisports ou l'aménagement des promenades à Quartier d'Orléans, la reconstruction du Beach Piazza, etc. Au total, une cinquantaine de réalisations déjà effectives et financées par les différents fonds européens (europe-a-saint-martin.eu).

Collèges et lycée : des exemples bioclimatiques

Bénéficiant de différents financements dont un fonds d'investissement de l'État, le Collège 900 en cours de construction se veut un exemple de construction durable : autosuffisance énergétique avec des panneaux photovoltaïques conçus pour résister à des vents de 350 km/h et réinjection de l'énergie produite durant le week-end ou les vacances scolaires dans le réseau EDF, utilisation de la ventilation naturelle, citerne de récupération des eaux pluviales pour entretenir parcs et jardins, végétalisation pour ombrager les bâtiments, etc. L'objectif est aussi de réduire l'empreinte carbone du collège de la Savane qui devrait être opérationnel fin 2025.

Celui de Quartier d'Orléans, dévasté par Irma, est lui en cours de reconstruction, selon les mêmes principes, et sa première phase devrait être achevée dans les semaines à venir.

Ces dispositifs de réhabilitation bioenvironnementale seront utilisés également pour la médiathèque, puis le lycée professionnel et le collège Mont des Accords.

Repère :

La direction de projet aménagement durable et résilient de Saint-Martin est un poste de haut fonctionnaire créé à la demande du Préfet Gouteyron, compte tenu de la faiblesse de l'ingénierie sur le territoire.



“ Le Fonds vert
prévoit 1,925 million
d’euros pour des
projets déjà prêts et
pouvant être réalisés
dans l’année ”

FONDS TOURISME DURABLE

Vous êtes hébergeur ou restaurateur

La CCISM vous accompagne vers la transition écologique afin de faire évoluer les pratiques et les offres en lien avec les attentes des clientèles en matière de tourisme durable.

**Un accompagnement
personnalisé et entièrement
pris en charge**



Un diagnostic détaillé pour identifier des solutions conjuguant économie et développement durable



Un plan d'action ciblé pour prioriser pratiques et actions les plus pertinentes et efficaces



Un aide au montage du dossier pour bénéficier du financement Fonds Tourisme Durable

**Des bénéfices pour mon
établissement**



Réduire mes coûts de fonctionnement et améliorer ma marge brute pour un meilleur rendement



Faire évoluer mon entreprise face à la demande croissante des consommateurs éco-responsable



Valoriser mes offres en cohérence avec les attentes et les besoins des visiteurs

CONTACT

Harry Lapomarede - Chargé de projet
hlapomarede@ccism.com | 05 90 27 91 51

SCAN
ME



Financement

UN OUTIL ESSENTIEL POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le Fonds tourisme durable a été lancé en septembre dernier. Harry Lapomarede, chargé de projet **CCISM**, fait le point et rappelle l'intérêt de ce dispositif dédié à la transition écologique des restaurateurs et hébergeurs.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella

Où en est le territoire dans sa transformation écologique d'un point de vue du tourisme ?

Harry Lapomarede : Il est difficile de fournir des chiffres précis mais il est clair que le territoire est en retard. Le respect des normes réglementaires varie considérablement selon les établissements et les activités développées. À ce jour, la grande majorité des professionnels du tourisme manquent d'anticipation et ne prennent pas suffisamment d'initiatives à cet égard, alors que de nombreuses aides existent. Le virage de la transition écologique est essentiel et nécessite une collaboration étroite entre les acteurs du tourisme, les autorités locales ou gouvernementales et la communauté locale.

Qu'est-ce que le Fonds tourisme durable ?

Mis en place dans le cadre du plan France Relance, le Fonds tourisme durable vise à soutenir des entreprises françaises du tourisme qui s'engagent dans des projets de transition écologique pour favoriser un tourisme durable, principalement les restaurants (10M€) et les hébergements touristiques (38M€). Il est porté par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Malgré un engouement fort lors du lancement en septembre 2023, peu de dossiers ont été déposés à Saint-Martin. Quels sont, à votre avis, les freins rencontrés ?

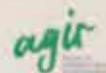
Effectivement, 26 entreprises ont montré leur intérêt pour le FTD. 11 diagnostics ont été réalisés mais un seul dossier a été déposé jusqu'à présent. Les démarches administratives, même si elles sont relativement succinctes, peuvent constituer un frein pour certains. Les chefs d'entreprise sont accaparés par leurs activités quotidiennes et ne disposent pas toujours du temps nécessaire pour se consacrer à ces démarches. La CCISM s'engage à leur fournir un accompagnement personnalisé, du diagnostic à l'aide au dépôt du dossier en passant par l'élaboration d'un plan d'action ciblé. Nous observons par ailleurs un manque de prestataires spécialisés capables

“ Nous constituons un répertoire des différents prestataires pour répondre aux besoins spécifiques de nos porteurs de projets ”

de réaliser les travaux nécessaires pour mettre en œuvre les projets de manière concrète, par exemple pour l'installation de panneaux solaires. Je suis actuellement en train de constituer un répertoire des différents prestataires pouvant répondre aux besoins spécifiques de nos porteurs de projets. Il est essentiel de faciliter l'accès au financement et de favoriser la mise en œuvre de projets concrets et bénéfiques pour notre économie touristique.



FONDS TOURISME DURABLE



hébergeur ou restaurateur

vous accompagne vers la transition
afin de faire évoluer les pratiques et
bien avec les attentes de la clientèle
ourisme durable.

**accompagnement
lisé et entièrement
en charge**

**bénéfices pour mon
établissement**

Harry Lapomarede, chargé de projet CCISM

AFFÛTEUR-RÉMOULEUR ITINÉRANT, UNE SECONDE VIE POUR UN MÉTIER D'ANTAN

C'est un retour vers un autre temps, celui d'antan, celui des vendeurs ambulants et des petits métiers qui fleurissaient alors. Parmi eux, celui de affûteur-rémouleur, un vieux métier à nouveau tendance, respect de l'environnement et budgets plus restreints obligent. On veut désormais faire durer les objets et c'est ce que propose Eddy Velayandom sur notre île.

Au moyen âge à Paris, les esmouleurs pratiquaient déjà l'affûtage. Au 20^e siècle, ils gagnent d'autres villes et sillonnent les campagnes. Le métier de rémouleur (de l'ancien français re-émoudre, aiguïser sur la meule) était né et c'est celui qu'a choisi d'exercer Eddy Velayandom dans son camion itinérant.

Au Morfil du Temps

Les plus anciens se souviennent du canif que l'on frotte sur le bord du trottoir. Un souvenir qu'Eddy n'a pas oublié, lui, que les couteaux fascinent depuis toujours. Et il sait de quoi il parle ! Son premier métier, chef cuisinier, l'a amené pendant de nombreuses années à manier la lame au quotidien et surtout à en prendre soin.

La manière dont le couteau coupe, sa faculté à pénétrer la matière le passionne à tel point qu'il abandonne son poste de cuisinier pour intégrer l'École nationale d'Affûtage et de Rémoulage, la seule en France à former à ce métier.

Il obtient son certificat professionnel en 2022 et lance sa petite entreprise, au Morfil du Temps. Le morfil est la bavure métallique que l'on retire lorsque l'on affûte le tranchant d'une lame. Au fil du temps, il faut le lisser pour retrouver tout le tranchant de la lame.

La liberté de l'itinérance

À bord de son camion jaune, Eddy se déplace selon les besoins de ses clients et entre deux rendez-vous stationne dans les endroits stratégiques de l'île, pour que les particuliers puissent eux aussi déposer leurs outils du quotidien. Cette itinérance, il l'a choisi car il aime à la fois le côté solitaire du travail et la rencontre avec les gens, mais il sait surtout que certains professionnels peinent à se séparer de leurs outils. C'est le cas des cuisiniers qui, par nature, n'aiment pas laisser leurs couteaux et, en haute saison, enchaînent les services. Mais bien d'autres métiers requièrent son savoir-faire : coiffeurs, pêcheurs, jardiniers, menuisiers, couturières... sa réputation désormais le précède, et même les chefs privés des yachts le demandent. Il lui est arrivé d'affûter 192 couteaux en une journée !

Affûter plutôt que jeter

Tout ce qui tranche peut être affûté. Grâce à son savoir-faire, sa précision au millimètre près, Eddy donne à la lame une plus grande résistance donc une plus grande longévité et un meilleur pouvoir de coupe. Si les professionnels investissent dans des outils de qualité, il veut convaincre les particuliers d'en faire de même. Un outil de bonne qualité aura une durée de vie plus longue pour peu qu'on l'entretienne. Il est important également d'avoir des outils dont la fonction est intacte surtout lorsque le geste est répétitif. Un outil qui ne coupe pas demande des efforts supplémentaires et peut entraîner des troubles musculo squelettiques... Ou comment un métier d'antan est plus que jamais en phase avec son époque.

1

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

■ Texte Ann Bouard
Photo Raphaël Novella



2

SÉLECTION CULTURE

■ Texte
Axelle Dorville



DOCUMENTAIRE

Le vivant face au changement climatique

Si l'on peut penser que le genre humain aura du mal à s'adapter au changement climatique galopant, il n'en va pas de même pour différentes espèces aux capacités surprenantes. Des baleines qui transforment leur alimentation et se tournent vers le saumon, des anolis qui résistent mieux aux vents violents, des iguanes qui rétrécissent ou grandissent selon la nourriture disponible sur le littoral : en 5 épisodes passionnants, cette série documentaire dévoile les stratégies comportementales ou biologiques dont use la faune pour parer les effets du changement climatique.

Espèces en voie d'adaptation, sur arte.tv jusqu'au 11 juillet 2024

VIDÉO

La vie sauvage en live

Espionner les habitants d'un récif hawaïen, des petits poissons colorés aux tortues et requins ; observer différentes espèces d'oiseaux, des racoons ou encore des hérissons s'alimenter sur une mangeoire en Pennsylvanie ; tomber sur un groupe d'éléphants s'abreuvant au sein du parc national Kruger en Afrique du Sud... C'est l'expérience dont vous pouvez bénéficier depuis le confort de votre salon, grâce à des caméras enregistrant et diffusant en live la vie sauvage dans divers coins du globe.



onlinesafari.tv

APPLICATION

Sauvez vos plantes

Parvenir à garder ses plantes d'intérieur en vie demande une certaine dose de connaissance en botanique. Selon l'espèce, les plantes disposées en intérieur nécessitent en effet plus ou moins d'arrosage, d'exposition à la lumière ou encore de rempotage. C'est là qu'intervient l'application mobile Planta qui propose à la fois un outil d'identification des plantes, des fonctionnalités de rappel d'arrosage, de nettoyage ou d'ajout d'engrais et un posemètre, permettant d'identifier le meilleur emplacement pour une espèce donnée.

Planta, disponible sur l'App Store et Google Play

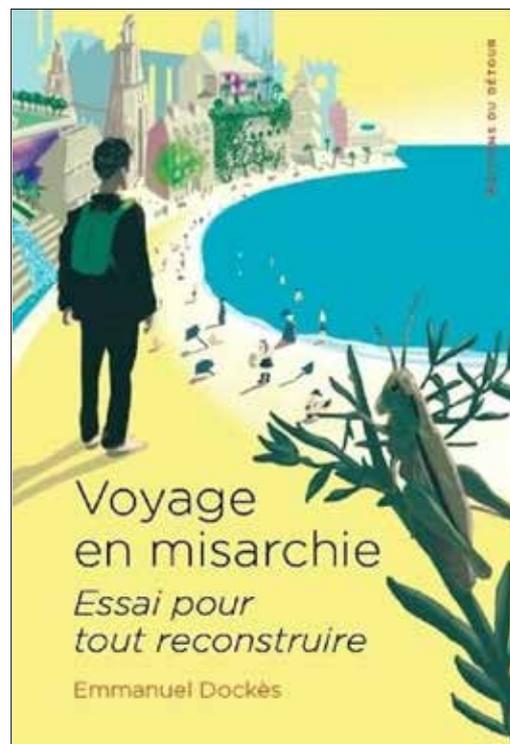


LIVRE

Une société sans pouvoir

Un professeur de droit se retrouve échoué sur une île, à la suite d'un accident d'avion. Rapidement, il découvre que les habitants des lieux vivent dans un système politique bien différent, à savoir une misarchie, soit un régime au sein duquel tout pouvoir et toute démarche de domination sont réduits à leur minimum. Là-bas, le progressisme est de mise, à travers des concepts tels que l'autogestion, la démocratie participative ou encore la propriété d'usage. L'occasion pour le protagoniste de se confronter à un type de société alternative, avec ses avantages mais aussi ses imperfections.

Voyage en misarchie, Essai pour tout reconstruire, Emmanuel Dockès. Editions du détourné.



PODCAST

Des relations saines dès le primaire

Connaître son corps, apprendre les notions de respect et de consentement, reconnaître les violences dont on peut être victime, éviter le sexisme et les discriminations sexuelles, sont autant de thématiques qu'il est judicieux d'aborder avec les enfants. Celles-ci sont d'ailleurs au cœur de l'enseignement à la vie relationnelle, affective et sexuelle, obligatoire dès l'école primaire. Dans ce podcast en 5 épisodes, l'institutrice Lolita Rivé nous fait écouter les séances qu'elle dispense à ses élèves de CE1 tout en contextualisant sa démarche par des échanges avec des psychologues, des chercheurs ou encore tout simplement les parents.

C'est quoi l'amour, maîtresse ? Sur Spotify, YouTube et Apple Podcasts

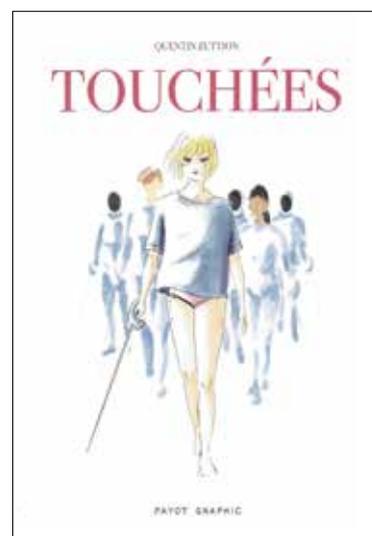


BANDE-DESSINÉE

L'escrime thérapeutique

En 2010 étaient mis en place par la fédération française d'escrime des ateliers thérapeutiques d'un an, à destination des victimes de violences sexuelles. Depuis, des centaines de personnes ont pu entamer leur reconstruction, reprendre possession de leurs corps, se reconnecter à leurs émotions et les canaliser, grâce à l'escrime. La bande-dessinée Touchées invite à découvrir cette expérience à travers l'histoire de trois femmes prisonnières de leurs traumatismes.

Touchées, Quentin Zuttion. Ed. Payot Graphic.



3. EWAG BUZZ : LE RÉCAP 2023 DES VIDÉOS LES PLUS VUES ET PARTAGÉES.

LINKEDIN EWAG

Audience

7 193 abonnés

104 321 interactions

737 838 impressions



1. Après 9 ans dans la grande distribution, Priscilia Ozier-Lafontaine décide de lancer Kréyol Market, une épicerie qui vise à valoriser les produits locaux. Le projet suscite immédiatement l'engouement. (20 389 impressions)



2. La Distillerie Rhum Bologne remporte le prix 2023 du spiritueux de l'année ! (14 306 impressions)



3. Le Sargasse Project ! Découvrez le projet qui transforme les sargasses en papier révolutionnaire ! (13 136 impressions)



INSTAGRAM @EWAG.FR

Audience

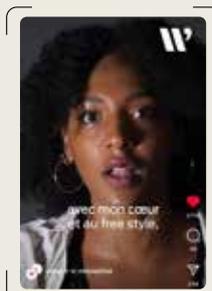
4 360 abonnés

32 963 interactions

1 840 031 impressions



1. Les pâtes @nuriyofood ne sont pas des pâtes ordinaires... C'est une solution d'alimentation durable pour les territoires tropicaux ! (79 300 vues)



2. À ne pas manquer, notre interview exclusive avec Mélanie Jacobin (61 600 vues)



3. Décryptage par le psychologue clinicien Errol Nuissier du phénomène populaire du #fanntchou. (54 900 vues)



FACEBOOK @EWAG.FR

Audience

28 494 abonnés

157 094 interactions

3 850 655 impressions



1. Décryptage par le psychologue clinicien Errol Nuissier Psychologue Anthropologue et Expert de Justice du phénomène populaire du #fanntchou (72 366 vues)



2. Smartbiotic est une jeune entreprise qui s'est donnée pour objectif d'apporter des solutions spécifiques aux problèmes propres à nos territoires d'Outre-mer, sur le plan de la santé (56 219 vues)



3. Repenser notre rapport au vivant. Des collégiens en ont fait l'expérience, suite à une projection du film-documentaire Animal, de Cyril Dion. (50 529 vues)



INSTAGRAM @EWAGLIVE

Audience

17 144 abonnés

80 628 interactions

1 606 103 impressions



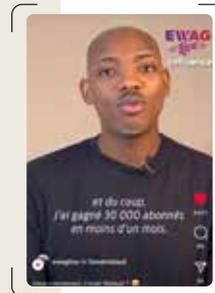
1. Qui sont les artistes préférés de vos artistes ? Et vous, quels sont vos artistes préférés de l'édition 2023 du Baccha Festival ? (102 610 vues)



2. Ludovic fait découvrir à ses abonnés l'histoire, les paysages, la gastronomie et la culture guyanaise (ies)



3. Vous connaissez Lionel Nidaud ? Découvrez le monde de l'influence à travers son parcours. (45 638 vues)



FACEBOOK @EWAGLIVE

Audience

18 393 abonnés

73 387 interactions

3 429 601 impressions



1. En 1991, Josette Palmier est la première guyanaise à avoir passé son permis moto. Aujourd'hui, elle veut transmettre sa passion à d'autres femmes. (83 044 vues)



2. Jonathan Leury Agarar cultive ses propres graines locales et œuvre à l'autonomie alimentaire de la Martinique. (57 707 vues)



3. Antoine-Hery Charles-Alfred et Maesha Viersac sont rentrés en Martinique pour relever le challenge d'ouvrir une pâtisserie fine au cœur de Fort-de-France (57 630 vues)



Lexique

interactions : J'aime, commentaires, clics et partages

impressions : nombre de fois où un contenu de la page a été vu

Voiture et liberté

Longtemps la voiture fut synonyme de liberté individuelle, liberté d'aller où on voulait, quand on voulait. En posséder une signifiait que l'on avait les moyens d'être mobile de manière autonome, que l'on était indépendant, on n'achetait pas deux tonnes de matériaux mais toutes les routes vers tous les horizons ! Ce que la publicité utilise encore habilement en stimulant l'imaginaire : déserts, forêts, plages, paysages sauvages pour les 4x4 et les SUV, splendides villes d'art pour les petites citadines...

Dans un monde de plus en plus urbain, et menacé par le réchauffement climatique la voiture cesse d'être perçue comme une source d'émancipation : son coût excessif, la pollution qu'elle crée, la capacité de se déplacer en utilisant des moyens de transports alternatifs, plus légers, vélos, trottinettes en font un outil jugé nécessaire mais encombrant. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes générations pour qui le permis de conduire n'est plus automatique. Tel est le constat fait selon une étude d'Opinion Way : seulement 39 % des 18/20 ans ont le permis, alors que c'était près de 65 % il y a dix ans ! Cela peut paraître étonnant, car beaucoup de réformes ont facilité les démarches : la conduite accompagnée peut se faire dès l'âge de 15 ans et il est possible de passer l'examen pratique à 17 ans et demi. En revanche, presque tous les jeunes possèdent des smartphones.

Le Consumer Barometer de Google signale que 90 % des 16-34 ans vont en ligne chaque jour, et observe que « les jeunes ne vont pas en ligne, ils vivent en ligne. [...] Leur vie quotidienne mélange leurs mondes en ligne et hors ligne ».

Le monde a changé pour les plus jeunes. Les voitures, surtout en ville, sont en train de devenir un élément compliquant inutilement leurs vies très occupées – au lieu de les augmenter, la voiture racornit leur liberté et leur mobilité. C'est plutôt leur smartphone qui leur donne un accès au monde et qui, perçoivent-ils, leur donne la liberté.





It is our Nature!

Trions, recyclons, agissons !



Let's sort and recycle now!



SELTOS



BRAND NEW DESIGN - EXPECT TO BE... SURPRISED!



Movement that inspires

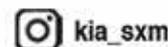
picanto

Photos non contractuelles.

SOREMAR BELLEVUE
SHOWROOM
Lun-Ven 8h - 18h
Sam 9h - 12h30
TÉL 0590 51 18 92

SOREMAR GALISBAY
GARAGE 8h - 12h / 14h - 17h
STANDARD 0590 51 05 00
ATELIER (SAV) 0590 51 05 09
PIÈCES DE RECHANGE (PR) 0590 51 05 06/07

SOREMAR



kia_sxm



KIA SXM Soremar



5 ANS DE GARANTIE
PROTEGE DE QUALITE